

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/011433]

**24 OCTOBRE 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux contrôles effectués sur la route et aux contrôles effectués dans les locaux des entreprises pour toutes les catégories de transport par route concernant la législation sociale dans le domaine du transport par route, modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 15 mai 2006, et l'article 3, modifié par la loi du 3 mai 1999 ;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 1<sup>er</sup>, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020, et l'article 3, modifié par la loi du 9 mars 2014 ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, article 4, l'article 15, § 6, modifié en dernier lieu par le décret du 18 mai 2022, article 24, § 1<sup>er</sup>, et l'article 41, § 6 ;

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route ;

Vu l'arrêté royal du 8 mai 2007 portant transposition de la Directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) n° 3820/85 et (CEE) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger ;

Vu l'avis de la Commission consultative Administration-Industrie du 15 janvier 2024 ;

Vu l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 24 juillet 2024 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mai 2024 ;

Vu le rapport du 10 janvier 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 80/2024 de l'Autorité de protection des données, donné le 23 août 2024 ;

Vu l'avis 76.667/4 du Conseil d'Etat, donné le 1<sup>er</sup> juillet 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions introductives*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement :

1° la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements (CE) n° 561/2006 et (UE) n° 165/2014 et de la directive 2002/15/CE en ce qui concerne la législation sociale relative aux activités de transport routier, et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil ;

2° la directive (UE) 2020/1057 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n° 1024/2012.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le règlement (CE) n° 561/2006 : le règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) n° 3821/85 et (CE) n° 2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil ;

2° le règlement (UE) n° 165/2014 : le règlement (UE) n° 165/2014 du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 relatif aux tachygraphes dans les transports routiers, abrogeant le règlement (CEE) n° 3821/85 du Conseil concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route ;

3° le responsable du traitement : le responsable du traitement tel que visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

4° les agents qualifiés : les agents tels que visés à l'article 14 du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

5° les véhicules N3 : les véhicules tels que visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

6° les véhicules M3 : les véhicules tels que visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

7° l'administration : la direction du Service public de Wallonie ayant le contrôle sur route ou le contrôle en entreprise dans ses attributions ;

8° la direction : la direction de la Régulation du Transport par Route du Service public de Wallonie.

## CHAPITRE 2. — Contrôles

### Section 1<sup>re</sup>. — Généralités

**Art. 3.** Un système de contrôles adéquats et réguliers de l'application correcte et cohérente des règlements (CE) n° 561/2006 et (UE) n°165/2014 est organisé, tant sur la route que dans les locaux des entreprises de toutes les catégories de transport.

Chaque année, ces contrôles couvrent une part importante et représentative des travailleurs mobiles, conducteurs, entreprises et véhicules qui entrent dans le champ d'application des règlements (CE) n° 561/2006 et (UE) n°165/2014.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de la compétence d'autres personnes, les agents qualifiés effectuent des contrôles routiers visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et contrôlent le respect des dispositions du présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice de la compétence d'autres personnes, la direction effectue des contrôles dans les locaux des entreprises visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et contrôle le respect des dispositions du présent arrêté.

Les contrôles dans les locaux des entreprises visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont effectués par des agents statutaires ou des membres du personnel contractuel qui ont la qualité d'agent de police judiciaire et qui sont, désignés à cette fin par le Gouvernement.

**Art. 5.** Les données statistiques qui sont recueillies pendant les contrôles visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, sont réparties dans les catégories suivantes :

1° pour les contrôles effectués sur la route :

a) le type de route, à savoir une autoroute, une route régionale ou une autre voie publique affectée à la circulation par terre ;

b) le pays d'immatriculation du véhicule contrôlé ;

c) le type de tachygraphe, à savoir analogique ou numérique ;

2° pour les contrôles effectués dans les locaux des entreprises :

a) le type d'activité de transport, à savoir un transport international ou national, de passagers ou de marchandises, pour compte propre ou pour compte d'autrui ;

b) la taille du parc de véhicules de l'entreprise ;

c) le type de tachygraphe, à savoir analogique ou numérique.

### Section 2. — Contrôles sur route

**Art. 6.** Les contrôles sur route sont organisés à des endroits différents et à n'importe quelle heure, ils couvrent une partie du réseau routier suffisamment étendue afin qu'il soit difficile d'éviter les postes de contrôle.

Les contrôles sur route sont effectués selon un système de rotation aléatoire et un équilibre géographique approprié.

**Art. 7.** Sans préjudice de l'article 15, alinéa 4, les contrôles sur route sont effectués sans discrimination. Les agents qualifiés chargés du contrôle ne peuvent pas opérer de discrimination fondée en particulier sur l'un des motifs suivants :

1° le pays d'immatriculation du véhicule ;

2° le pays de résidence du conducteur ;

3° le pays où l'entreprise est établie ;

4° le point de départ et d'arrivée du trajet ;

5° le type de tachygraphe, à savoir analogique ou numérique.

**Art. 8.** Lors des contrôles sur route, les éléments suivants sont vérifiés :

1° les feuilles d'enregistrement des jours précédents et les données mémorisées pour la même période sur la carte de conducteur, dans la mémoire de l'appareil de contrôle ou sur des impressions ;

2° pour la période visée à l'article 36, § 1<sup>er</sup>, point i), et § 2, point ii), du règlement (UE) n°165/2014, les éventuels dépassements de la vitesse autorisée du véhicule ;

3° le cas échéant, les vitesses instantanées du véhicule telles qu'enregistrées par l'appareil de contrôle pendant, au plus, les dernières vingt-quatre heures d'utilisation du véhicule ;

4° le fonctionnement correct de l'appareil de contrôle et la constatation d'une éventuelle manipulation :

a) de l'appareil ;

b) de la carte de conducteur ;

c) des feuilles d'enregistrement ;

5° le cas échéant, et dans le respect des considérations relatives à la sécurité, une vérification de l'appareil de contrôle dont les véhicules sont équipés afin de déceler l'installation ou l'utilisation de tout appareil visant à détruire, manipuler ou modifier toute donnée, à empêcher son enregistrement ou visant à interférer de quelque manière que ce soit avec l'échange de données électroniques entre les composants de l'appareil de contrôle, ou entravant ou modifiant les données de n'importe laquelle de ces manières avant le cryptage.

Concernant le 1°, les feuilles se trouvent à bord du véhicule conformément à l'article 36, § 1<sup>er</sup>, point i), et § 2, iii), du règlement (UE) n°165/2014.

Concernant le 2°, les éventuels dépassements de la vitesse autorisée sont définis comme toutes les périodes de plus d'une minute pendant lesquelles la vitesse du véhicule dépasse 90 km/h pour les véhicules de la catégorie N3 et 105 km/h pour les véhicules de la catégorie M3.

Si la situation l'exige, les contrôles peuvent se concentrer spécifiquement sur l'un des points listés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 9.** Tout en respectant ses obligations de garantir l'utilisation correcte du tachygraphe, le conducteur peut, lors du contrôle sur route, contacter une autre personne ou entité afin qu'elle puisse fournir les pièces probantes manquantes à bord du véhicule avant la fin du contrôle routier.

#### Section 3. — Contrôles dans les locaux des entreprises

**Art. 10.** Les contrôles dans les locaux des entreprises organisés par la direction visée à l'article 2, 8°, du présent arrêté sont effectués en tenant compte de l'expérience acquise en relation avec les différents types de transport et d'entreprises.

Des contrôles sont également effectués lorsque des infractions graves au règlement (CE) n° 561/2006 ou au règlement (UE) n° 165/2014 ont été constatées sur la route.

**Art. 11.** Les contrôles dans les locaux des entreprises portent sur l'ensemble des éléments suivants :

- 1° les éléments visés à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup> ;
- 2° les feuilles d'enregistrement ;
- 3° les données et les copies papier qui proviennent de l'unité embarquée ;
- 4° la carte de conducteur ;
- 5° les données du véhicule.

**Art. 12.** Si une infraction au règlement (UE) n°165/2014 est constatée, les agents de la direction peuvent, le cas échéant, contrôler la coresponsabilité d'autres instigateurs ou complices dans la chaîne du transport, tels que les chargeurs, les transitaires ou les contractants, et vérifier que les contrats de fourniture de services de transport sont compatibles avec les règlements (CE) n° 561/2006 et (UE) n°165/2014.

**Art. 13.** Les contrôles effectués par les agents visés à l'article 4 dans leurs propres locaux, sur base de documents et données pertinents fournis par les entreprises à la demande desdits agents, ont la même valeur que les contrôles effectués dans les locaux des entreprises.

**Art. 14.** Lorsqu'ils procèdent à un contrôle, les agents visés à l'article 4 tiennent compte de toute information fournie par l'organisme de contact d'un autre État membre, relative aux activités de l'entreprise concernée dans cet autre État membre.

L'organisme de contact est l'organisme visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la directive 2006/22/CE.

#### Section 4. — Système de classification par niveau de risque

**Art. 15.** L'administration vérifie que les informations sur le nombre et sur la gravité des infractions aux règlements (CE) n° 561/2006 et (UE) n°165/2014 commises par une entreprise sont introduites dans un système de classification des risques, établi en vertu de l'article 8 de l'arrêté royal du 8 mai 2007 portant transposition de la Directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil n° 3820/85 et (CEE) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil.

Les infractions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ainsi que la pondération de leur gravité figurent dans l'annexe 1<sup>re</sup>.

Une entreprise voit son niveau de risque calculé sur base de la formule énoncée dans le règlement d'exécution (UE) 2022/695 de la Commission du 2 mai 2022 portant modalités d'application de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la formule commune de calcul du niveau de risque des entreprises de transport.

Les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont utilisées pour contrôler plus étroitement et plus fréquemment les entreprises classées « à haut risque ».

#### CHAPITRE 3. — Traitement de données

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. La Région wallonne, Service public Wallonie Mobilité et Infrastructures, représentée par son Directeur général, est le responsable du traitement pour les données visées au paragraphe 3.

§ 2. Les données suivantes sont traitées et conservées par le responsable du traitement :

1° pour le contrôle dans les locaux des entreprises :

a) le procès-verbal visé :

(1) à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

(2) à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable ;

b) la preuve de l'envoi au contrevenant d'une copie du procès-verbal visé :

(1) à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

(2) à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable ;

2° pour le contrôle sur route :

a) le procès-verbal visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

b) la preuve de l'envoi au contrevenant d'une copie du procès-verbal visé à l'article 15, § 3, 2°, b), du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière.

§ 3. Les données visées au paragraphe 2 sont intégrées dans le fichier central créé en exécution de l'article 41 du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière.

§ 4. Les données visées au paragraphe 2 sont collectées et traitées aux fins suivantes :

1° contrôler le respect du règlement (CE) n°561/2006, du règlement (UE) n°165/2014 et du présent arrêté ;

2° compiler les statistiques générales et anonymes pour examiner et évaluer l'action politique.

Les données collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sont anonymisées.

§ 5. Les données visées au paragraphe 2 sont conservées pendant une période de cinq années suivant l'extinction de l'action publique.

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions modificatives*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023  
relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger

**Art. 17.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger, les mots « , telle que modifiée par la directive déléguée (UE) 2021/1716 de la Commission du 29 juin 2021 modifiant la directive 2014/47/UE du Parlement européen et du Conseil au regard des changements apportés aux désignations des catégories de véhicules à la suite de modifications de la législation relative à la réception par type. » sont insérés après les mots « la Directive 2000/30/CE ».

**Art. 18.** L'article 2 du même arrêté est complété par les 36°, 37°, 38°, 39° et 40° rédigés comme suit :

« 36° le règlement 165/2014 : le règlement (UE) n° 165/2014 du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 relatif aux tachygraphes dans les transports routiers abrogeant le règlement (CEE) n° 3821/85 du Conseil concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route ;

37° le tachygraphe ou appareil de contrôle : le tachygraphe ou appareil de contrôle au sens de l'article 2, § 2, a), du règlement (UE) n° 165/2014 ;

38° la carte de conducteur : la carte de conducteur au sens de l'article 2, § 2, f), du règlement (UE) n° 165/2014 ;

39° la feuille d'enregistrement : la feuille d'enregistrement au sens de l'article 2, § 2, e), du règlement (UE) n° 165/2014 ;

40° l'A.E.T.R. : l'accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (A.E.T.R.), signé à Genève le 1<sup>er</sup> juillet 1970. ».

**Art. 19.** Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1<sup>er</sup> est complété par, un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Les agents qualifiés sont également chargés des contrôles des tachygraphes, installés et utilisés sur les véhicules affectés au transport par route de voyageurs ou de marchandises auxquels s'applique le règlement (CE) n° 561/2006. » ;

2° au § 2, le 2° est complété par les d) et e) rédigés comme suit :

« d) que le véhicule circule non équipé d'un tachygraphe ou d'un appareil de contrôle au sens de l'article 2, § 2, a), du règlement (UE) n° 165/2014, alors que le véhicule ou le transport n'est pas dispensé de l'utilisation du tachygraphe ;

e) que le véhicule circule équipé d'un tachygraphe non conforme aux obligations et prescriptions prévues par le règlement (UE) n° 165/2014, l'A.E.T.R., ou par le présent arrêté. ».

**Art. 20.** Dans la section 3, du chapitre 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'intitulé de la même section 3, les mots « et du tachygraphe » sont insérés après le mot « approfondi » ;

2° dans la même section 3, les articles 9/1 et 9/2 sont insérés et rédigés comme suit :

« Art. 9/1. Le contrôle du tachygraphe porte sur :

1° la vérification de l'installation, de l'utilisation et de la conformité des tachygraphes aux obligations et aux prescriptions prévues par le règlement (UE) n° 165/2014, l'A.E.T.R., et par le présent arrêté ;

2° la vérification de la carte de conducteur, des impressions des données enregistrées et des feuilles d'enregistrement ainsi que de leurs conformités aux obligations et aux prescriptions prévues par le règlement (UE) n° 165/2014, l'A.E.T.R., et par le présent arrêté.

Art. 9/2. § 1<sup>er</sup>. Le conducteur :

1° n'utilise pas le véhicule si celui-ci n'est pas équipé d'un tachygraphe conforme aux prescriptions du règlement (UE) 165/2014 et de l'A.E.T.R., sauf si le véhicule est dispensé de l'utilisation du tachygraphe ;

2° dès le moment où il prend en charge le véhicule, s'assure d'être muni d'une carte de conducteur valable, conformément aux prescriptions du règlement 165/2014 et de l'annexe de l'A.E.T.R., sauf lorsque le véhicule est dispensé de l'utilisation du tachygraphe ;

3° s'assure d'introduire et de retirer la carte de conducteur du tachygraphe conformément aux dispositions du règlement 165/2014 et de l'annexe de l'A.E.T.R., sauf lorsque le véhicule est dispensé de l'utilisation du tachygraphe ;

4° utilise les feuilles d'enregistrement conformément aux prescriptions du règlement 165/2014 et de l'annexe de l'A.E.T.R., sauf lorsque le véhicule est dispensé de l'utilisation du tachygraphe.

§ 2. Le transporteur :

1° fournit un véhicule équipé d'un tachygraphe conforme aux prescriptions du règlement (UE) 165/2014, de l'A.E.T.R., sauf lorsque le véhicule est dispensé de l'utilisation du tachygraphe ;

2° s'assure que ses conducteurs soient dûment formés et aient reçu les instructions appropriées en ce qui concerne le bon fonctionnement des tachygraphes, sauf lorsque le véhicule est dispensé de l'utilisation du tachygraphe ;

3° procède à des contrôles réguliers pour s'assurer que ses conducteurs utilisent correctement les tachygraphes ;

4° ne prend aucune disposition susceptible d'encourager directement ou indirectement ses conducteurs à faire une utilisation abusive ou non conforme des tachygraphes. ».

**Art. 21.** Dans l'article 19, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « l'annexe 4 » sont remplacés par les mots « l'annexe 3 ».

**Art. 22.** Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, les mots « l'annexe 4 » sont remplacés par les mots « l'annexe 3 ».

**Art. 23.** Dans l'article 24, alinéa 2, 4°, du même arrêté, les mots « l'annexe 4, point 10 » sont remplacés par les mots « l'annexe 3, point 10 ».

**Art. 24.** Dans l'article 25, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa 2 est inséré et rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, a), les défaillances énumérées aux points 7.9, a), c), et f), de l'annexe 1<sup>re</sup>, et les infractions aux prescriptions du règlement (UE) n° 165/2014, et de l'A.E.T.R., ainsi que les montants des amendes administratives y afférents, sont fixés à l'annexe 4. » ;

2° un alinéa 3 est inséré et rédigé comme suit :

« Les infractions visées à l'alinéa 2, sont imputées aux intervenants en fonction de leurs obligations visées à l'article 9/2. ».

**Art. 25.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe n° 4 qui est jointe en annexe n° 2 au présent arrêté.

*Section 2. — Modification de l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route*

**Art. 26.** Dans l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022, les d), e), f), g) et h) ainsi que les tableaux y afférents sont abrogés en ce qui concerne les compétences de la Région wallonne.

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 27.** L'arrêté royal du 8 mai 2007 portant transposition de la Directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) n° 3820/85 et (CEE) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil, est abrogé.

**Art. 28.** Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 octobre 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,  
A. DOLIMONT

Le Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,  
F. DESQUESNES

\_\_\_\_\_



Annexe 1<sup>re</sup>.

## Liste des infractions telles que visées à l'article 15, alinéa 2

Base légale	Type d'infraction	Niveau de gravité			
		Infractions les plus graves	Infraction très grave	Infraction grave	Infraction mineure
Installation du tachygraphe					
Article 3, § 1, et article 22, § 2, du règlement n°165/2014	Absence d'installation et d'utilisation d'un tachygraphe homologué (ex.: absence de tachygraphe installé par un installateur, atelier ou constructeur de véhicules agréé par les autorités compétentes des États membres, utilisation d'un tachygraphe sans que les sceaux nécessaires soient placés ou remplacés par un installateur, atelier ou constructeur de véhicules agréé, ou utilisation d'un tachygraphe sans la plaquette d'installation)	X			
Utilisation du tachygraphe, de la carte de conducteur ou de la feuille d'enregistrement					
Article 23, § 1, du règlement n°165/2014	Utilisation d'un tachygraphe qui n'a pas été inspecté par un atelier agréé		X		
Article 27 du règlement n°165/2014	Fait, pour le conducteur, d'utiliser ou d'être titulaire de plus d'une carte de conducteur		X		
	Conduite avec une carte de conducteur falsifiée (assimilée à la conduite sans carte de conducteur)	X			
	Conduite avec une carte de conducteur dont le conducteur n'est pas le titulaire (assimilée à la conduite sans carte de conducteur)	X			
	Conduite avec une carte de conducteur qui a été obtenue sur la base de fausses déclarations et/ou de documents falsifiés (assimilée à la conduite sans carte de conducteur)	X			
Article 32, § 1, du règlement n°165/2014	Tachygraphe ne fonctionnant pas correctement (ex.: tachygraphe qui n'a pas été correctement inspecté, étalonné et scellé)		X		
Article 32, § 1, et article 33, § 1, du règlement n°165/2014	Utilisation incorrecte du tachygraphe (ex.: utilisation abusive délibérée, volontaire ou imposée, manque d'instructions sur l'utilisation correcte, etc.)		X		
Article 32, § 3, du règlement n°165/2014	Utilisation d'un dispositif frauduleux susceptible de modifier les enregistrements du tachygraphe	X			

	Falsification, dissimulation, suppression ou destruction de données portées sur les feuilles d'enregistrement ou stockées et téléchargées du tachygraphe et/ou de la carte de conducteur	X			
Article 33, § 2, du règlement n°165/2014	Non-conservation, par l'entreprise, des feuilles d'enregistrement, sorties imprimées et données téléchargées		X		
	Données enregistrées et stockées non disponibles pendant au moins un an		X		
Article 34, § 1, du règlement n°165/2014	Utilisation incorrecte des feuilles d'enregistrement/de la carte de conducteur		X		
	Retrait non autorisé de feuilles d'enregistrement ou d'une carte de conducteur affectant l'enregistrement des données pertinentes		X		
	Feuille d'enregistrement ou carte de conducteur utilisée pour couvrir une période plus longue que celle pour laquelle elle est conçue, avec perte de données		X		
Article 34, § 2, du règlement n°165/2014	Utilisation de feuilles d'enregistrement ou de cartes de conducteur souillées ou endommagées ; données illisibles		X		
Article 34, § 4, du règlement n°165/2014	Utilisation d'une mauvaise feuille d'enregistrement ou carte de conducteur dans le mauvais lecteur (conduite en équipage)			X	
Présentation de documents					
Article 36 du règlement n°165/2014	Refus d'être contrôlé		X		
Article 36 du règlement n°165/2014	Incapacité de présenter les enregistrements de la journée en cours et des 28 jours précédents		X		
	Incapacité de présenter les données enregistrées par la carte de conducteur si le conducteur est titulaire d'une telle carte		X		
Article 36 du règlement n°165/2014	Incapacité de présenter les informations enregistrées manuellement et imprimées pendant la journée en cours et pendant les 28 jours précédents		X		
Article 36 du règlement n°165/2014	Incapacité de présenter une carte de conducteur, si le conducteur est titulaire d'une telle carte		X		

Mauvais fonctionnement					
Article 37, § 1, et article 22, § 1, du règlement n°165/2014	Tachygraphe non réparé par un installateur ou un atelier agréé		X		
Article 37, § 2, du règlement n°165/2014	Non-report, par le conducteur, de toutes les indications requises relatives aux différentes périodes dans la mesure où celles-ci ne sont plus enregistrées durant la période de panne ou de défaillance du tachygraphe		X		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2024 relatif aux contrôles effectués sur la route et aux contrôles effectués dans les locaux des entreprises pour toutes les catégories de transport par route concernant la législation sociale dans le domaine du transport par route, modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger.

Namur, le 24 octobre 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,  
A. DOLIMONT

Le Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,  
F. DESQUESNES

#### Annexe 2.

« Annexe 4. Amendes administratives applicables aux différentes Infractions aux prescriptions, du Règlement (UE) n° 165/2014, de l'AETR, et du présent arrêté

##### a) Tachygraphe

	Infraction	Réglementation	Somme à percevoir (EUR)
	<b>Installation et construction du tachygraphe</b>		
1.	Le véhicule n'est pas équipé d'un tachygraphe alors que le véhicule ou le transport n'est pas dispensé de l'utilisation du tachygraphe.	Règl. (UE) n° 165/2014 (1), art. 3 ; AETR, art. 2 et 10.	2.640
2.	Le véhicule est équipé d'un tachygraphe analogique alors qu'il doit être équipé d'un tachygraphe numérique.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 3, paragraphe 4 ; AETR (2), art. 13, paragraphe 1.	1.320
3.	Le tachygraphe dans le véhicule n'est pas conforme aux obligations et prescriptions prévues dans la réglementation concernant la construction, l'installation, le fonctionnement ou la réparation, par exemple : installation ou réparation par un installateur ou un atelier non agréé ; scellés absents ou incorrects ; plaquette d'installation non valable ou absente ; réparation non conforme aux prescriptions ; le tachygraphe est tombé en panne ou fonctionne mal ; le tachygraphe n'a pas été étalonné.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 1, 11, 22, 23 et 24 ; AETR, art. 10 et art.9 de l'annexe.	1.320
4.	Les données sur la plaquette d'installation ne correspondent pas aux données réelles.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 1, 21, 22, et 23 ; AETR, art. 10.	1.320
	<b>Utilisation du tachygraphe</b>		
5.	Le tachygraphe dans le véhicule n'est pas utilisé alors que le véhicule ou le transport n'est pas dispensé de l'utilisation du tachygraphe.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 3 ; AETR, art. 2 et 10.	2.640
6.	Les dispositifs de commutation ne sont pas actionnés ou sont utilisés incorrectement.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 5 ; AETR, art. 12, paragraphe 3 de l'annexe.	550



7.	Le code du pays n'a pas été introduit dans le tachygraphe numérique.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphes 5 et 7 ; AETR, art. 12, paragraphe 5 et 5bis de l'annexe.	550
8.	Le conducteur n'a pas introduit manuellement les groupes de temps lorsqu'il s'est éloigné du véhicule et ne peut pas fournir d'attestation d'activités.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 3 ; AETR, art. 12, paragraphe 2 de l'annexe.	1.320
9.	En cas de conduite en équipage : L'enregistrement a été effectué sur la mauvaise feuille d'enregistrement (tachygraphe analogique) ; Les cartes de conducteur n'ont pas été insérées dans l'ouverture correcte du tachygraphe (tachygraphe numérique).	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 4 ; AETR, art. 12, paragraphe 2 de l'annexe.	1.320
	<b>Fraude</b>		
10.	Le tachygraphe a été manipulé frauduleusement pour empêcher un enregistrement correct : les données ont été modifiées ou effacées, les données enregistrées sont inaccessibles ou ont été détruites, un dispositif a été installé dans l'intention de commettre les infractions précitées.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphes 3 ; AETR, art. 12, paragraphe 8 de l'annexe.	5.280
11.	Le conducteur refuse de faire contrôler le tachygraphe.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 36 et 38 ; AETR, art. 12, paragraphe 7 de l'annexe.	5.280

## b) Carte de conducteur

	Infraction	Réglementation	Somme à percevoir (EUR)
	<b>Validité</b>		
1.	La carte de conducteur n'est pas valable parce que sa durée de validité a expiré (*).	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 26 et 27 ; AETR, art. 11, paragraphe 4 et 12, paragraphe 2 de l'annexe.	1.320
2.	La carte de conducteur n'est pas valable parce qu'elle est défectueuse ou endommagée et que la constatation de cette infraction est faite plus de 15 jours calendrier (ou plus tard s'il le faut pour permettre au véhicule de regagner le siège de l'entreprise) après l'apparition du défaut ou de la détérioration.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 27 et 29 ; AETR, art. 13, paragraphe 3 de l'annexe.	1.320
3.	Le conducteur est titulaire d'une carte de conducteur mais il ne peut pas produire la carte parce qu'elle a été perdue ou volée alors que la constatation de l'infraction a lieu plus de 15 jours (ou plus tard s'il le faut pour permettre au véhicule de regagner le siège de l'entreprise) calendrier après la perte ou le vol.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 29 ; AETR, art. 13, paragraphe 3 de l'annexe ;	1.320
4.	Le conducteur est titulaire d'une carte de conducteur mais il ne peut produire ni la carte, ni une preuve de déclaration de perte ou de vol.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 29 ; AETR, art. 13, paragraphe 3 de l'annexe.	2.640
5.	Le conducteur n'est pas titulaire d'une carte de conducteur alors que le véhicule ou le transport n'est pas dispensé de l'utilisation du tachygraphe (*).	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 3, 32, 33 et 34 ; AETR, art. 2 et 10.	2.640
	<b>Utilisation</b>		
6.	La carte de conducteur n'a pas été introduite dans le tachygraphe alors que le véhicule ou le transport n'est pas dispensé de l'utilisation du tachygraphe (*).	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 1 ; AETR, art. 12, paragraphe 2 de l'annexe ;	2.640
7.	La carte de conducteur a été retirée sans raison valable du tachygraphe avant la fin de la journée de travail alors que le véhicule était utilisé (*).	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 1 ; AETR, art. 12, paragraphe 2 de l'annexe.	1.320

8.	La carte de conducteur a été retirée sans raison valable du tachygraphe avant la fin de la journée de travail alors que le véhicule n'était pas en mouvement (*)	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 1 ; AETR, art. 12, paragraphe 2 de l'annexe.	110
	<b>Fraude</b>		
9.	Le conducteur a utilisé frauduleusement la carte de conducteur, par exemple : en utilisant ou en possédant une carte dont une autre personne est titulaire ; en utilisant alternativement deux ou plusieurs cartes attribuées à différents conducteurs, qu'il en soit ou non le titulaire ; en utilisant une carte déclarée volée ou perdue ; en utilisant alternativement plusieurs cartes dont il est titulaire ; en utilisant une carte falsifiée ou fausse ou une carte dont les données enregistrées ont été rendues inaccessibles ou ont été détruites.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 27, 29, 32, 33, 34, 35, 36 et 37 ; AETR, art. 11, paragraphe 4 et art. 12, paragraphe 8 de l'annexe.	5.280
10	Le conducteur refuse de présenter la carte de conducteur pour contrôle.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 36 et 38 ; AETR, art. 12, paragraphe 7 de l'annexe.	5.280

(\*) Les infractions ne s'appliquent que si, au moment du contrôle, le conducteur conduit un véhicule équipé d'un tachygraphe numérique.

#### c) Impression des données enregistrées par le tachygraphe numérique

	Infraction	Réglementation	Somme à percevoir (EUR)
	<b>Général</b>		
1.	En cas d'endommagement ou de mauvais fonctionnement de la carte de conducteur ou si le conducteur n'est pas en possession de celle-ci (à la suite de vol ou de perte), le conducteur ne peut présenter aucune impression des données enregistrées par le tachygraphe numérique et/ou le conducteur a négligé de mentionner sur l'impression présentée, les informations non-enregistrées par le tachygraphe, son nom et le numéro de son permis de conduire ou de carte de conducteur (lorsque l'identification du conducteur est impossible).	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 29 et 35 ; AETR, art. 13, paragraphes 2 et 3.	1.320
2.	Les données imprimées par le tachygraphe numérique sont devenues illisibles par négligence ou manque de soin de la part du conducteur.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 29 et 35 ; AETR, art. 13, paragraphes 2 et 3.	1.320
3.	Il n'y a pas assez de papier afin de faire les impressions des données pour la période de contrôle du jour en cours et des 28 jours précédents.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 33, paragraphe 1 ; AETR, art. 11, paragraphe 1 ;	55
	<b>Fraude</b>		
4.	Les données imprimées par le tachygraphe numérique sont falsifiées, effacées ou détruites.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 32, paragraphe 3 ; AETR, art. 12, paragraphe 8 de l'annexe.	5.280
5.	Le conducteur refuse de présenter pour contrôle l'impression des données enregistrées par le tachygraphe numérique.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 36 ; AETR, art. 12, paragraphe 7 de l'annexe.	5.280

#### d) Feuilles d'enregistrement

	Infraction	Réglementation	Somme à percevoir (EUR)
	<b>Présentation des feuilles d'enregistrement</b>		
1.	Le conducteur est dans l'impossibilité de produire une ou plusieurs feuilles d'enregistrement (ou feuilles ad hoc) pour contrôle.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 1 et art. 36, paragraphes 1 et 2 ; AETR, art. 12, paragraphes 1 et 7 de l'annexe.	1.320

	Utilisation		
2.	Une ou plusieurs feuilles d'enregistrement utilisées ne sont pas conformes au modèle prescrit et/ou ne sont pas appropriées pour être utilisées dans le tachygraphe installé dans le véhicule, de sorte qu'aucune donnée pertinente n'est enregistrée.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 1 ; AETR, art. 11, paragraphe 1.	2.640
3.	Une ou plusieurs feuilles d'enregistrement sont illisibles et/ou incontrôlables parce qu'elles sont souillées et/ou endommagées et ne sont pas accompagnées de la feuille de réserve.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 2 ; AETR, art. 12, paragraphe 1.	2.640
4.	Une ou plusieurs feuilles d'enregistrement ont été retirées sans raison valable avant la fin de la journée de travail, du tachygraphe et/ou celui-ci a été ouvert avant la fin de la journée de travail (à l'exception du cas d5).	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 1 ; AETR, art. 12, paragraphe 2.	2.640
5.	Une ou plusieurs feuilles d'enregistrement ont été retirées sans raison valable avant la fin de la journée de travail, du tachygraphe et/ou celui-ci a été ouvert avant la fin de la journée de travail, mais le contrôle de temps de conduite et de repos reste possible.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 1 ; AETR, art. 12, paragraphe 2.	110
6.	Le conducteur ne veille pas à la stricte application de la réglementation.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 32, paragraphe 1 ; AETR, art. 10 de l'annexe.	110
7.	Le conducteur a utilisé plus d'une feuille d'enregistrement par journée de travail, à moins que ce soit nécessaire en cas de changement de véhicule afin de garantir que la feuille d'enregistrement est conforme au modèle prescrit et est appropriée pour être utilisée dans le tachygraphe installé dans le véhicule.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 1 ; AETR, art. 12, paragraphe 2 de l'annexe.	1.320
8.	Le conducteur a laissé une ou plusieurs feuilles d'enregistrement plus de 24 heures dans le tachygraphe, de sorte que la ligne des temps de conduite est écrasée et que le contrôle est impossible.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 1 ; AETR, art. 12, paragraphe 2 de l'annexe.	1.320
9.	Le conducteur n'a pas enregistré les groupes de temps sur une ou plusieurs feuilles d'enregistrement lorsqu'il s'est éloigné du véhicule en ne peut pas produire une attestation d'activités.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 3 ; AETR, art. 12, paragraphe 2 de l'annexe ;	1.320
10.	L'indication de temps sur les feuilles d'enregistrement n'est pas conforme à l'heure légale du pays d'immatriculation du véhicule.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 5, a) ; AETR, art. 12, paragraphe 3 de l'annexe.	1.320
11.	Le conducteur a négligé de mentionner une ou plusieurs des indications suivantes sur une ou plusieurs feuilles d'enregistrement : ses nom et prénom (pour autant que son identification soit impossible sur base de la feuille d'enregistrement en co-lecture avec le permis de conduire et la carte d'identité) ; la date du début d'utilisation de la feuille d'enregistrement ; le numéro d'immatriculation du véhicule.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 6 ; AETR, art. 12, paragraphe 5 de l'annexe.	1.320
12.	Le conducteur a négligé de mentionner une ou plusieurs des indications suivantes sur une ou plusieurs feuilles d'enregistrement : la date à la fin d'utilisation de la feuille d'enregistrement ; le relevé du compteur kilométrique au début du premier voyage et à la fin du dernier voyage et au moment d'un changement de véhicule éventuel ; l'heure de début du changement de véhicule le cas échéant ; le lieu au début et à la fin d'utilisation de la feuille.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 6 ; AETR, art. 12, paragraphe 5 de l'annexe.	110

13.	Le conducteur n'a pas établi la feuille d'enregistrement ou la feuille ad hoc (à utiliser pendant la durée où le tachygraphe ne fonctionne pas ou présente des anomalies) conformément aux prescriptions : les indications relatives aux groupes de temps et/ou le nom et/ou le numéro de permis de conduire du conducteur n'ont pas été mentionnés, de sorte que son identification n'est pas possible (à l'exception du cas d14).	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 37, paragraphe 2 ; AETR, art. 13, paragraphe 2 de l'annexe.	1.320
14.	Le conducteur n'a pas établi la feuille d'enregistrement ou la feuille ad hoc (à utiliser pendant la durée où le tachygraphe ne fonctionne pas ou présente des anomalies) conformément aux prescriptions : le nom et/ou le numéro de permis de conduire du conducteur n'ont pas été mentionnés, ou ont été mentionnés de manière incomplète, mais l'identification du conducteur reste possible.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 37, paragraphe 2 ; AETR, art. 13, paragraphe 2 de l'annexe.	110
	<b>Fraude</b>		
15.	Le conducteur produit une fausse attestation d'activités.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 36 ; AETR, art. 12, paragraphe 7 de l'annexe.	5.280
16.	Des données sur une ou plusieurs feuilles d'enregistrement ont été falsifiées, effacées ou détruites.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 32, paragraphe 2 ; AETR, art. 12, paragraphe 8 de l'annexe.	5.280
17.	Le conducteur refuse de produire une ou plusieurs feuilles d'enregistrement (ou feuilles ad hoc) pour contrôle.	Règl. (UE) n° 165/2014, art. 34, paragraphe 1 et art. 36, paragraphes 1 et 2 ; AETR, art. 12, paragraphe 7 de l'annexe.	5.280 »

(1) Règlement (UE) n° 165/2014 du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 relatif aux tachygraphes dans les transports routiers, abrogeant le règlement (CEE)n° 3821/85 du Conseil concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route ;

(2) Accord européen du 1<sup>er</sup> juillet 1970 relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2024 relatif aux contrôles effectués sur la route et aux contrôles effectués dans les locaux des entreprises pour toutes les catégories de transport par route concernant la législation sociale dans le domaine du transport par route, modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger.

Namur, le 24 octobre 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,  
A. DOLIMONT

Le Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,  
F. DESQUESNES

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/011433]

**24. OKTOBER 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung über die auf der Straße durchgeführten Kontrollen und die auf dem Betriebsgelände von Unternehmen durchgeführten Kontrollen für alle Kategorien von Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr bezüglich der sozialen Rechtsvorschriften im Bereich der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im See-, Straßen-, Eisenbahn- und Binnenschiffsverkehr, Artikel 1, Absatz 1, abgeändert durch das Gesetz vom 15. Mai 2006, und Artikel 3, abgeändert durch das Gesetz vom 3. Mai 1999;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen, Artikel 1, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 31. Juli 2020 und Artikel 3, abgeändert durch das Gesetz vom 9. März 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, Artikel 4, Artikel 15 § 6, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 18. Mai 2022, Artikel 24 § 1 und Artikel 41 § 6;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Mai 2007 zur Umsetzung der Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über Mindestbedingungen für die Durchführung der Verordnungen (EWG) Nr. 3820/85 und (EWG) Nr. 3821/85 des Rates über Sozialvorschriften für Tätigkeiten im Kraftverkehr sowie zur Aufhebung der Richtlinie 88/599/EWG des Rates;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen;

Aufgrund der am 15. Januar 2024 abgegebenen Stellungnahme des Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie;

Aufgrund der am 24. Juli 2024 abgegebenen Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region;

Aufgrund der am 22. Mai 2024 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. Mai 2024 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 10. Januar 2024, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 23. August 2024 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 80/2024;

Aufgrund des am 1. Juli 2024 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 76.667/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

## KAPITEL 1 - Einleitende Bestimmungen

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass werden teilweise umgesetzt:

1° die Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über Mindestbedingungen für die Durchführung der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014 sowie der Richtlinie 2002/15/EG über die sozialen Rechtsvorschriften für Tätigkeiten in der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 88/599/EWG des Rates;

2° die Richtlinie (EU) 2020/1057 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Juli 2020 zur Festlegung besonderer Regeln im Zusammenhang mit der Richtlinie 96/71/EG und der Richtlinie 2014/67/EU für die Entsendung von Kraftfahrern im Straßenverkehrssektor und zur Änderung der Richtlinie 2006/22/EG bezüglich der Anforderungen im Bereich der Kontrollen und der Verordnung (EU) Nr. 1024/2012.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° die Verordnung (EG) Nr. 561/2006: die Verordnung (EG) Nr. 561/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 zur Harmonisierung bestimmter Sozialvorschriften im Straßenverkehr und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 3821/85 und (EG) Nr. 2135/98 des Rates sowie zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 3820/85 des Rates;

2° die Verordnung (EU) Nr. 165/2014: die Verordnung (EU) Nr. 165/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Februar 2014 über Fahrtenstreifen im Straßenverkehr, zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 3821/85 des Rates über das Kontrollgerät im Straßenverkehr und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates zur Harmonisierung bestimmter Sozialvorschriften im Straßenverkehr;

3° der für die Datenverarbeitung Verantwortliche: der für die Datenverarbeitung Verantwortliche im Sinne von Artikel 4 Ziffer 7 der Verordnung 2016/679/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung);

4° befugte Bedienstete: die Bediensteten im Sinne von Artikel 14 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit;

5° N3-Kraftfahrzeuge: die Kraftfahrzeuge im Sinne von Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

6° M3-Kraftfahrzeuge: die Kraftfahrzeuge im Sinne von Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

7° die Verwaltung: die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die die Straßenkontrolle oder die Kontrolle in Unternehmen in ihrem Zuständigkeitsbereich hat;

8° die Direktion: die Direktion für die Regulierung der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

## KAPITEL 2 - Kontrollen

### Abschnitt 1 - Allgemeines

**Art. 3** - Es wird ein System angemessener und regelmäßiger Kontrollen der ordnungsgemäßen und kohärenten Anwendung der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014 organisiert, sowohl auf der Straße als auch auf dem Betriebsgelände von Unternehmen, und zwar für alle Kategorien von Personen- und Güterbeförderung.

Diese Kontrollen erfassen alljährlich einen bedeutenden, repräsentativen Querschnitt des Fahrpersonals, der Kraftfahrer, der Unternehmen und der Fahrzeuge im Rahmen des Geltungsbereichs der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014.

**Art. 4** - § 1. Unbeschadet der Zuständigkeit anderer Personen führen die befugten Bediensteten die in Artikel 3 Absatz 1 genannten Straßenkontrollen durch und überwachen die Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses.



§ 2. Unbeschadet der Zuständigkeit anderer Personen führt die Direktion die in Artikel 3 Absatz 1 genannten Kontrollen auf dem Betriebsgelände von Unternehmen durch und überwacht die Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses.

Die in Absatz 1 genannten Kontrollen auf dem Betriebsgelände von Unternehmen werden von statutarischen Bediensteten oder Mitgliedern des Vertragspersonals durchgeführt, die die Eigenschaft eines Gerichtspolizeibediensteten besitzen und die zu diesem Zweck von der Regierung ernannt werden.

**Art. 5** - Die statistischen Daten, die während der in Artikel 3 Absatz 1 genannten Kontrollen erhoben werden, sind in folgende Kategorien unterteilt:

1° bei Straßenkontrollen:

a) die Art der Straße, d. h. Autobahn, Regionalstraße oder eine andere öffentliche Straße, die für den Landverkehr bestimmt ist;

b) das Land der Zulassung des kontrollierten Fahrzeugs;

c) die Art des Fahrtenschreibers, d. h. analog oder digital;

2° bei Kontrollen auf dem Betriebsgelände von Unternehmen:

a) die Art der Beförderung, d. h. grenzüberschreitender oder Binnenverkehr, Personen- oder Güterverkehr, Werksverkehr oder gewerblicher Verkehr;

b) Flottengröße des Unternehmens;

c) die Art des Fahrtenschreibers, d. h. analog oder digital.

#### *Abschnitt 2 - Straßenkontrollen*

**Art. 6** - Straßenkontrollen werden an verschiedenen Orten zu beliebigen Zeiten in einem Teil des Straßennetzes durchgeführt, der so groß ist, dass eine Umgehung der Kontrollposten schwierig ist.

Straßenkontrollen werden nach einem System der Zufallsrotation mit einem angemessenen geografischen Gleichgewicht durchgeführt.

**Art. 7** - Unbeschadet des Artikels 15 Absatz 4 werden Straßenkontrollen ohne Diskriminierung durchgeführt. Befugte Bedienstete, die mit der Kontrolle beauftragt werden, dürfen nicht diskriminieren, insbesondere nicht aus einem der folgenden Gründe:

1° das Land der Zulassung des Fahrzeugs;

2° das Land des Wohnsitzes des Fahrers;

3° das Land der Niederlassung des Unternehmens;

4° der Ursprung und die Bestimmung der Beförderung;

5° die Art des Fahrtenschreibers, d. h. analog oder digital.

**Art. 8** - Bei Straßenkontrollen wird Folgendes überprüft:

1° die Schaublätter der vorhergehenden Tage und die für denselben Zeitraum auf der Fahrerkarte, im Speicher des Kontrollgeräts oder auf Ausdrucken gespeicherten Daten;

2° für den in Artikel 36 § 1 Ziffer i und § 2 Ziffer ii der Verordnung (EU) Nr. 165/2014 genannten Zeitraum die möglichen Überschreitungen der zulässigen Höchstgeschwindigkeit des Fahrzeugs;

3° erforderlichenfalls die nach den Aufzeichnungen des Kontrollgeräts in den letzten höchstens 24 Stunden der Fahrzeugnutzung zeitweilig vom Fahrzeug erreichten Geschwindigkeiten;

4° das einwandfreie Funktionieren des Kontrollgeräts und die Feststellung eines möglichen Missbrauchs:

a) des Geräts;

b) der Fahrerkarte;

c) der Schaublätter;

5° erforderlichenfalls und unter Beachtung von Sicherheitserwägungen eine Überprüfung des Kontrollgeräts, mit dem die Fahrzeuge ausgestattet sind, um den Einbau oder die Verwendung von Geräten festzustellen, die darauf abzielen, Daten zu vernichten, zu manipulieren oder zu verändern, ihre Aufzeichnung zu verhindern oder den elektronischen Datenaustausch zwischen den Komponenten des Kontrollgeräts in irgendeiner Weise zu beeinträchtigen oder die Daten vor der Verschlüsselung auf irgendeine Weise zu behindern oder zu verändern.

In Bezug auf Ziffer 1 befinden sich die Blätter gemäß Artikel 36 § 1 Ziffer i und § 2 Ziffer iii der Verordnung (EU) Nr. 165/2014 im Fahrzeug.

In Bezug auf Ziffer 2 werden mögliche Geschwindigkeitsüberschreitungen definiert als alle Zeiträume von mehr als einer Minute, in denen die Geschwindigkeit des Fahrzeugs 90 km/h bei Fahrzeugen der Klasse N3 und 105 km/h bei Fahrzeugen der Klasse M3 überschreitet.

Wenn es die Situation erfordert, können sich die Kontrollen speziell auf einen der in Absatz 1 aufgelisteten Punkte konzentrieren.

**Art. 9** - Unter Einhaltung seiner Verpflichtungen, die ordnungsgemäße Verwendung des Fahrtenschreibers zu gewährleisten, kann der Fahrer während der Straßenkontrolle eine andere Person oder Einrichtung kontaktieren, damit diese die fehlenden Beweismittel im Fahrzeug vor Abschluss der Straßenkontrolle nachreichen kann.

#### *Abschnitt 3 - Kontrollen auf dem Betriebsgelände von Unternehmen*

**Art. 10** - Die von der in Artikel 2 Ziffer 8 des vorliegenden Erlasses genannten Direktion organisierten Kontrollen auf dem Betriebsgelände der Unternehmen werden unter Berücksichtigung der Erfahrung durchgeführt, die im Zusammenhang mit den verschiedenen Arten von Beförderung und Unternehmen gesammelt wurde.

Kontrollen werden auch durchgeführt, wenn auf der Straße schwerwiegende Verstöße gegen die Verordnung (EG) Nr. 561/2006 oder die Verordnung (EU) Nr. 165/2014 festgestellt wurden.



**Art. 11** - Die Kontrollen auf dem Betriebsgelände von Unternehmen umfassen alle folgenden Punkte:

- 1° die in Artikel 8 Absatz 1 genannten Angaben;
- 2° die Schaublätter;
- 3° die Daten und Ausdrücke im Fahrzeuggerät;
- 4° die Fahrerkarte;
- 5° die Daten des Fahrzeugs.

**Art. 12** - Wird ein Verstoß gegen die Verordnung (EU) Nr. 165/2014 festgestellt, können die Bediensteten der Direktion gegebenenfalls die Mitverantwortung anderer Beteiligten der Beförderungskette, wie Verloader, Spediteure oder Auftragnehmer, überprüfen und sicherstellen, dass die für das Erbringen von Verkehrsdienstleistungen geschlossenen Verträge die Einhaltung der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014 ermöglichen.

**Art. 13** - Kontrollen, die von den in Artikel 4 genannten Bediensteten in ihren eigenen Räumlichkeiten auf der Grundlage einschlägiger Unterlagen und Daten durchgeführt werden, die von den Unternehmen auf Verlangen der Bediensteten zur Verfügung gestellt werden, sind den Kontrollen auf dem Betriebsgelände der Unternehmen gleichgestellt.

**Art. 14** - Bei der Durchführung einer Kontrolle berücksichtigen die in Artikel 4 genannten Bediensteten alle von der Verbindungsstelle eines anderen Mitgliedstaats übermittelten Informationen über die Tätigkeiten des betreffenden Unternehmens in diesem anderen Mitgliedstaat.

Die Verbindungsstelle ist die in Artikel 7 Absatz 1 der Richtlinie 2006/22/EG genannte Stelle.

#### *Abschnitt 4 - Risikoeinstufungssystem*

**Art. 15** - Die Verwaltung überprüft, dass die Angaben über Anzahl und Schwere der von einem Unternehmen begangenen Verstöße gegen die Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014 in ein gemäß Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 8. Mai 2007 zur Umsetzung der Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über Mindestbedingungen für die Durchführung der Verordnungen Nr. 3820/85 und (EWG) Nr. 3821/85 des Rates über Sozialvorschriften für Tätigkeiten im Kraftverkehr sowie zur Aufhebung der Richtlinie 88/599/EWG des Rates erstelltes Risikoeinstufungssystem eingegeben werden.

Die in Absatz 1 genannten Verstöße sowie die Gewichtung ihrer Schwere sind in Anhang 1 aufgeführt.

Das Risikoniveau eines Unternehmens wird anhand der Formel berechnet, die in der Durchführungsverordnung (EU) 2022/695 der Kommission vom 2. Mai 2022 zur Festlegung von Regeln für die Anwendung der Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der gemeinsamen Formel für die Berechnung der Risikoeinstufung von Verkehrsunternehmen festgelegt ist.

Die in Absatz 1 genannten Angaben werden verwendet, um Unternehmen mit hoher Risikoeinstufung strenger und häufiger zu kontrollieren.

#### *KAPITEL 3 - Datenverarbeitung*

**Art. 16** - § 1. Die Wallonische Region, Öffentlicher Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen, vertreten durch ihren Generaldirektor, ist der Verantwortliche für die Verarbeitung der in Paragraph 3 genannten Daten.

§ 2. Die folgenden Daten werden von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen verarbeitet und gespeichert:

1° für die Kontrolle auf dem Betriebsgelände der Unternehmen:

a) das Protokoll, das in Folgendem genannt wird:

(1) in Artikel 3 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen;

(2) in Artikel 3 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im See-, Straßen-, Eisenbahn- und Binnenschiffsverkehr;

b) der Nachweis, dass dem Zuwiderhandelnden eine Kopie des Protokolls zugesandt wurde, das in Folgendem genannt wird:

(1) in Artikel 3 § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen;

(2) in Artikel 3 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im See-, Straßen-, Eisenbahn- und Binnenschiffsverkehr;

2° für die Straßenkontrolle:

a) das in Artikel 15 § 1 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit genannte Protokoll;

b) der Nachweis, dass dem Zuwiderhandelnden eine Kopie des in Artikel 15 § 3 Ziffer 2 Buchstabe b des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit genannten Protokolls zugesandt wurde.

§ 3. Die in Paragraph 2 genannten Daten werden in die zentrale Datei aufgenommen, die in Ausführung von Artikel 41 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit eingerichtet wird.

§ 4. Die in Paragraph 2 genannten Daten werden ausschließlich zu folgenden Zwecken gesammelt und verarbeitet:

1° um die Einhaltung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006, der Verordnung (EU) Nr. 165/2014 und des vorliegenden Erlasses zu kontrollieren;

2° zur Zusammenstellung der allgemeinen und anonymen Statistiken, um politisches Handeln zu überprüfen und zu bewerten.

Die Daten, die für die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Zwecke gesammelt und verarbeitet werden, werden anonymisiert.

§ 5. Die in Paragraph 2 genannten Daten werden für einen Zeitraum von fünf Jahren nach dem Erlöschen der Strafverfolgung aufbewahrt.

## KAPITEL 4 - Abänderungsbestimmungen

*Abschnitt 1* - Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen

**Art. 17** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen wird nach der Wortfolge "der Richtlinie 2000/30/EG" die Wortfolge ", abgeändert durch die delegierte Richtlinie (EU) 2021/1716 der Kommission vom 29. Juni 2021 zur Änderung der Richtlinie 2014/47/EU des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich Änderungen der Bezeichnungen von Fahrzeugklassen aufgrund von Änderungen der Typgenehmigungsvorschriften" eingefügt.

**Art. 18** - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch die Ziffern 36, 37, 38, 39 und 40 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

36° die Verordnung 165/2014: die Verordnung (EU) Nr. 165/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Februar 2014 über Fahrtenschreiber im Straßenverkehr zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 3821/85 des Rates über das Kontrollgerät im Straßenverkehr und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates zur Harmonisierung bestimmter Sozialvorschriften im Straßenverkehr;

37° der Fahrtenschreiber oder das Kontrollgerät: der Fahrtenschreiber oder das Kontrollgerät im Sinne von Artikel 2 § 2 Buchstabe a der Verordnung (EU) Nr. 165/2014;

38° die Fahrerkarte: die Fahrerkarte im Sinne von Artikel 2 § 2 Buchstabe f der Verordnung (EU) Nr. 165/2014;

39° das Schaublatt: das Schaublatt im Sinne von Artikel 2 § 2 Buchstabe e der Verordnung (EU) Nr. 165/2014;

40° das "AETR": das Europäische Übereinkommen über die Arbeit des im internationalen Straßenverkehr beschäftigten Fahrpersonals (AETR), das am 1. Juli 1970 in Genf unterzeichnet wurde. "

**Art. 19** - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die qualifizierten Bediensteten sind auch für die Kontrolle von Fahrtenschreibern zuständig, die in Fahrzeugen eingebaut und verwendet werden, die für die Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr eingesetzt werden und für die die Verordnung (EG) Nr. 561/2006 gilt. ";

2° in § 2 wird Ziffer 2 um die Buchstaben d und e mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"d) dass das Fahrzeug ohne Fahrtenschreiber oder Kontrollgerät im Sinne von Artikel 2 § 2 Buchstabe a der Verordnung (EU) Nr. 165/2014 verkehrt, obwohl das Fahrzeug oder die Beförderung nicht von der Verwendung eines Fahrtenschreibers befreit ist;

e) dass das Fahrzeug mit einem Fahrtenschreiber verkehrt, der nicht den Verpflichtungen und Anforderungen der Verordnung (EU) Nr. 165/2014, der "AETR" oder des vorliegenden Erlasses entspricht. "

**Art. 20** - In Kapitel 3 Abschnitt 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in der Überschrift desselben Abschnitts 3 werden nach dem Wort "Unterwegskontrolle" die Wortfolge "und Kontrolle des Fahrtenschreibers" eingefügt;

2° in demselben Abschnitt 3 werden die Artikel 9/1 und 9/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 9/1 - Die Kontrolle des Fahrtenschreibers bezieht sich auf:

1° die Überprüfung des Einbaus, der Verwendung und der Konformität der Fahrtenschreiber mit den in der Verordnung (EU) Nr. 165/2014, dem AETR, und den im vorliegenden Erlass vorgesehenen Verpflichtungen und Anforderungen;

2° die Überprüfung der Fahrerkarte, der Ausdrücke der aufgezeichneten Daten und der Schaublätter sowie ihrer Konformität mit den in der Verordnung (EU) Nr. 165/2014, dem AETR, und den im vorliegenden Erlass vorgesehenen Verpflichtungen und Anforderungen.

Art. 9/2 - § 1. Der Fahrzeugführer:

1° verwendet nicht das Fahrzeug, wenn es nicht mit einem Fahrtenschreiber ausgestattet ist, der den Anforderungen der Verordnung (EU) 165/2014 und des AETR entspricht, außer wenn das Fahrzeug von der Verwendung eines Fahrtenschreibers befreit ist;

2° stellt ab dem Zeitpunkt der Übernahme des Fahrzeugs sicher, dass er mit einer gültigen Fahrerkarte gemäß den Anforderungen der Verordnung 165/2014 und des Anhangs des AETR ausgestattet ist, außer wenn das Fahrzeug von der Verwendung des Fahrtenschreibers befreit ist;

3° stellt sicher, dass er die Fahrerkarte gemäß den Bestimmungen der Verordnung 165/2014 und des Anhangs des AETR in den Fahrtenschreiber einführt und entnimmt, außer wenn das Fahrzeug von der Verwendung des Fahrtenschreibers befreit ist;

4° verwendet die Schaublätter gemäß den Anforderungen der Verordnung 165/2014 und des Anhangs des AETR, außer wenn das Fahrzeug von der Verwendung des Fahrtenschreibers befreit ist.

§ 2. Der Kraftverkehrsunternehmer:

1° stellt ein Fahrzeug mit einem Fahrtenschreiber gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 165/2014, des AETR zur Verfügung, außer wenn das Fahrzeug von der Verwendung des Fahrtenschreibers befreit ist;

2° stellt sicher, dass seine Fahrer ordnungsgemäß geschult sind und angemessene Anweisungen bezüglich des ordnungsgemäßen Funktionierens der Fahrtenschreiber erhalten haben, außer wenn das Fahrzeug von der Verwendung des Fahrtenschreibers befreit ist;

3° führt regelmäßige Kontrollen durch, um sicherzustellen, dass seine Fahrer die Fahrtenschreiber ordnungsgemäß verwenden;

4° trifft keine Vorkehrungen, die seine Fahrer direkt oder indirekt zu einer missbräuchlichen oder nicht vorschriftsmäßigen Verwendung von Fahrtenschreibern ermutigen könnten. "

**Art. 21** - In Artikel 19 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Anhang 4" durch die Wortfolge "Anhang 3" ersetzt.

**Art. 22** - In Artikel 22 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Anhang 4" durch die Wortfolge "Anhang 3" ersetzt.

**Art. 23** - In Artikel 24 Absatz 2 Ziffer 4 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Anhang 4 Ziffer 10" durch die Wortfolge "Anhang 3 Ziffer 10" ersetzt.

**Art. 24** - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Abweichend von Absatz 1 Ziffer 3 Buchstabe a sind die in Ziffer 7.9 Buchstaben a, c und f von Anhang 1 aufgeführten Mängel und die Verstöße gegen die Anforderungen der Verordnung (EU) Nr. 165/2014 und des AETR sowie die Höhe der diesbezüglichen administrativen Geldbußen in Anhang 4 festgelegt. ";

2° ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Die in Absatz 2 genannten Verstöße werden den Beteiligten gemäß ihren in Artikel 9/2 genannten Verpflichtungen angelastet. ".

**Art. 25** - In denselben Erlass wird ein Anhang 4 eingefügt, der als Anhang 2 zum vorliegenden Erlass beigefügt wird.

**Abschnitt 2** - Abänderungen des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr

**Art. 26** In Anhang 1 des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022, werden die Buchstaben d, e, f, g und h sowie die dazugehörigen Tabellen in Bezug auf die Zuständigkeiten der Wallonischen Region aufgehoben.

#### KAPITEL 5 - Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

**Art. 27** - Der Königliche Erlass vom 8. Mai 2007 zur Umsetzung der Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über Mindestbedingungen für die Durchführung der Verordnungen (EWG) Nr. 3820/85 und (EWG) Nr. 3821/85 des Rates über Sozialvorschriften für Tätigkeiten im Kraftverkehr sowie zur Aufhebung der Richtlinie 88/599/EWG des Rates wird aufgehoben.

**Art. 28** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Oktober 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES

#### Anhang 1 -

##### Liste der Verstöße gemäß Artikel 15 Absatz 2

Rechtsgrundlage	Art des Verstoßes	Schweregrad			
		Schwerster Verstoß	Sehr schwerwiegender Verstoß	Schwerwiegender Verstoß	Geringfügiger Verstoß
Einbau des Fahrtenschreibers					
Artikel 3 § 1 und Artikel 22 § 2 der Verordnung Nr. 165/2014	Fehlender Einbau und fehlende Verwendung eines genehmigten Fahrtenschreibers (z. B. kein Fahrtenschreiber, der von einem bzw. einer von den zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten zugelassenen Einbaubetrieb, Werkstatt oder Fahrzeughersteller eingebaut wurde, Verwendung eines Fahrtenschreibers ohne Anbringung oder Austausch der erforderlichen Siegel durch einen bzw. eine zugelassene(n) Installateur, Werkstatt oder Fahrzeughersteller oder Verwendung eines Fahrtenschreibers ohne die Einbauplakette).	X			

Verwendung des Fahrtenschreibers, der Fahrerkarte oder des Schaublatts					
Artikel 23 § 1 der Verordnung Nr. 165/2014	Verwendung eines Fahrtenschreibers, der nicht von einer zugelassenen Werkstatt überprüft wurde		X		
Artikel 27 der Verordnung Nr. 165/2014	Die Tatsache, dass der Fahrer mehr als eine Fahrerkarte benutzt oder Inhaber von mehr als einer Fahrerkarte ist		X		
	Fahren mit einer gefälschten Fahrerkarte (gleichgestellt mit dem Fahren ohne Fahrerkarte)	X			
	Fahren mit einer Fahrerkarte, deren Inhaber nicht der Fahrer ist (gleichgestellt mit dem Fahren ohne Fahrerkarte)	X			
	Fahren mit einer Fahrerkarte, die aufgrund falscher Angaben und/oder gefälschter Dokumente erlangt wurde (gleichgestellt mit dem Fahren ohne Fahrerkarte)	X			
Artikel 32 § 1 der Verordnung Nr. 165/2014	Nicht ordnungsgemäß funktionierender Fahrtenschreiber (z. B. ein Fahrtenschreiber, der nicht ordnungsgemäß geprüft, kalibriert und plombiert wurde)		X		
Artikel 32 § 1 und Artikel 33 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014	Falsche Verwendung des Fahrtenschreibers (z. B. vorsätzlicher, absichtlicher oder erzwungener Missbrauch, fehlende Anweisungen zur korrekten Verwendung, usw.).		X		
Artikel 32 § 3 der Verordnung Nr. 165/2014	Verwendung einer betrügerischen Vorrichtung, die die Aufzeichnungen des Fahrtenschreibers verändern könnte	X			
	Verfälschung, Verschleierung, Unterdrückung oder Vernichtung von Daten auf den Schaublättern oder von gespeicherten und heruntergeladenen Daten des Fahrtenschreibers und/oder der Fahrerkarte	X			
Artikel 33 § 2 der Verordnung Nr. 165/2014	Nichtaufbewahrung von Schaublättern, Ausdrucken und heruntergeladenen Daten durch das Unternehmen		X		
	Aufgezeichnete und gespeicherte Daten nicht mindestens ein Jahr lang verfügbar		X		
Artikel 34 § 1 der Verordnung Nr. 165/2014	Falsche Verwendung von Schaublättern/der Fahrerkarte		X		
	Unerlaubte Entnahme von Schaublättern oder einer Fahrerkarte, die die Aufzeichnung der relevanten Daten beeinträchtigt		X		
	Schaublatt oder Fahrerkarte, das/die verwendet wird, um einen längeren Zeitraum als den, für den es/sie gedacht ist, abzudecken, mit Datenverlust		X		
Artikel 34 § 2 der Verordnung Nr. 165/2014	Verwendung von angeschnitzten oder beschädigten Schaublättern oder Fahrerkarten; unleserliche Daten		X		

Artikel 34 § 4 der Verordnung Nr. 165/2014	Verwendung eines falschen Schaublatts oder einer falschen Fahrerkarte im falschen Lesegerät (Mehrfahrerbetrieb)			X	
Vorlage von Dokumenten					
Artikel 36 der Verordnung Nr. 165/2014	Verweigerung der Kontrolle		X		
Artikel 36 der Verordnung Nr. 165/2014	Die Aufzeichnungen des aktuellen Tages und der vorangegangenen 28 Tage können nicht vorgelegt werden		X		
	Die auf der Fahrerkarte aufgezeichneten Daten, wenn der Fahrer Inhaber einer solchen Karte ist, können nicht vorgelegt werden		X		
Artikel 36 der Verordnung Nr. 165/2014	Die manuell aufgezeichneten und ausgedruckten Informationen des aktuellen Tages und der vorangegangenen 28 Tage können nicht vorgelegt werden		X		
Artikel 36 der Verordnung Nr. 165/2014	Die Fahrerkarte, wenn der Fahrer Inhaber einer solchen Karte ist, kann nicht vorgelegt werden		X		
Fehlfunktion					
Artikel 37 § 1 und Artikel 22 § 1 der Verordnung Nr. 165/2014	Fahrtenschreiber, der nicht von einem zugelassenen Einbaubetrieb oder einer zugelassenen Werkstatt repariert wurde		X		
Artikel 37 § 2 der Verordnung Nr. 165/2014	Nichtberichterstattung aller erforderlichen Angaben zu den verschiedenen Zeiträumen durch den Fahrer, sofern diese während des Zeitraums der Betriebsstörung oder der Fehlfunktion des Fahrtenschreibers nicht mehr aufgezeichnet werden		X		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2024 über die auf der Straße durchgeführten Kontrollen und die auf dem Betriebsgelände von Unternehmen durchgeführten Kontrollen für alle Kategorien von Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr bezüglich der sozialen Rechtsvorschriften im Bereich der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen, beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Oktober 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES



## Anhang 2 -

"Anhang 4 - Administrative Geldbußen für verschiedene Verstöße gegen die Anforderungen der Verordnung (EU) Nr. 165/2014, des "AETR" ("Accord Européen sur les Transports Routiers"- Europäisches Übereinkommen über die Arbeit des im internationalen Straßenverkehr beschäftigten Fahrpersonals) und des vorliegenden Erlasses

## a) Fahrtschreiber

	Verstoß	Rechtsvorschriften	Zu zahlender Geldbetrag (EUR)
	<b>Einbau und Bau des Fahrtschreibers</b>		
1.	Das Fahrzeug ist nicht mit einem Fahrtschreiber ausgestattet, obwohl das Fahrzeug oder die Beförderung nicht von der Verwendung eines Fahrtschreibers befreit ist.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014 (1), Art. 3; AETR, Art. 2 und 10.	2.640
2.	Das Fahrzeug ist mit einem analogen Fahrtschreiber ausgestattet, obwohl es mit einem digitalen Fahrtschreiber ausgestattet sein muss.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 3 Absatz 4; AETR (2), Art. 13 Paragraph 1.	1.320
3.	Der Fahrtschreiber im Fahrzeug entspricht nicht den Verpflichtungen und Anforderungen, die in den Rechtsvorschriften für Bau, Einbau, Betrieb oder Reparatur vorgesehen sind, zum Beispiel: Einbau oder Reparatur durch einen nicht zugelassenen Einbaubetrieb oder eine nicht zugelassene Werkstatt; fehlende oder falsche Siegel; ungültiges oder fehlendes Einbauschild; nicht vorschriftsmäßige Reparatur; der Fahrtschreiber ist ausgefallen oder funktioniert fehlerhaft; der Fahrtschreiber wurde nicht kalibriert.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 1, 11, 22, 23 und 24; AETR, Artikel 10 und Artikel 9 des Anhangs.	1.320
4.	Die Daten auf dem Einbauschild stimmen nicht mit den tatsächlichen Daten überein.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 1, 21, 22 und 23; AETR, Artikel 10 -	1.320
	<b>Verwendung des Fahrtschreibers</b>		
5.	Der Fahrtschreiber im Fahrzeug wird nicht verwendet, obwohl das Fahrzeug oder die Beförderung nicht von der Verwendung des Fahrtschreibers befreit ist.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 3; AETR, Art. 2 und 10.	2.640
6.	Die Schaltvorrichtungen werden nicht betätigt oder falsch bedient.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 5; AETR, Artikel 12 Paragraph 3 des Anhangs.	550
7.	Der Ländercode wurde nicht in den digitalen Fahrtschreiber eingegeben.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 34 Absätze 5 und 7; AETR, Artikel 12 Paragraph 5 und 5bis des Anhangs.	550
8.	Der Fahrer hat die Zeitgruppen nicht manuell eingegeben, als er sich vom Fahrzeug entfernt hat, und kann keinen Tätigkeitsnachweis erbringen.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 3; AETR, Artikel 12 Paragraph 2 des Anhangs.	1.320
9.	Bei Mehrfahrerbetrieb: Die Aufzeichnung erfolgte auf dem falschen Schaublatt (analoger Fahrtschreiber); Die Fahrerkarten wurden nicht in die richtige Öffnung des Fahrtschreibers (digitaler Fahrtschreiber) eingeführt.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 4; AETR, Artikel 12 Paragraph 2 des Anhangs.	1.320
	<b>Betrug</b>		
10.	Der Fahrtschreiber wurde in betrügerischer Absicht manipuliert, um eine korrekte Aufzeichnung zu verhindern: die Daten wurden verändert oder gelöscht, die aufgezeichneten Daten sind unzugänglich oder wurden vernichtet, ein Gerät wurde in der Absicht installiert, die oben genannten Verstöße zu begehen.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 34 Absatz 3; AETR, Artikel 12 Paragraph 8 des Anhangs.	5.280
11.	Der Fahrer weigert sich, den Fahrtschreiber kontrollieren zu lassen.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 36 und 38; AETR, Artikel 12 Paragraph 7 des Anhangs.	5.280



## b) Fahrerkarte

	Verstoß	Rechtsvorschriften	Zu zahlender Geldbetrag (EUR)
	<b>Gültigkeit</b>		
1.	Die Fahrerkarte ist ungültig, weil ihre Gültigkeitsdauer abgelaufen ist (*).	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 26 und 27; AETR, Artikel 11 Paragraph 4 und 12, Paragraph 2 des Anhangs.	1.320
2.	Die Fahrerkarte ist ungültig, weil sie defekt oder beschädigt ist und die Feststellung dieses Verstoßes mehr als 15 Kalendertage (oder später, falls dies erforderlich ist, damit das Fahrzeug zum Unternehmenssitz zurückkehren kann) nach Auftreten des Defekts oder der Beschädigung erfolgt.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 27 und 29; AETR, Artikel 13 Paragraph 3 des Anhangs.	1.320
3.	Der Fahrer ist Inhaber einer Fahrerkarte, kann die Karte aber nicht vorlegen, weil sie verloren oder gestohlen wurde, während die Feststellung des Verstoßes mehr als 15 Kalendertage (oder später, wenn dies erforderlich ist, damit das Fahrzeug zum Unternehmenssitz zurückkehren kann) nach dem Verlust oder Diebstahl erfolgt.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 29; AETR, Artikel 13 Paragraph 3 des Anhangs;	1.320
4.	Der Fahrer ist Inhaber einer Fahrerkarte, kann aber weder die Karte noch eine Bescheinigung über einen Verlust- oder Diebstahlerklärung vorlegen.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 29; AETR, Artikel 13 Paragraph 3 des Anhangs.	2.640
5.	Der Fahrer ist nicht Inhaber einer Fahrerkarte, obwohl das Fahrzeug oder die Beförderung nicht von der Verwendung des Fahrtenschreibers befreit ist (*).	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 3, 32, 33 und 34; AETR, Art. 2 und 10.	2.640
	<b>Verwendung</b>		
6.	Die Fahrerkarte wurde nicht in den Fahrtenschreiber eingeführt, obwohl das Fahrzeug oder die Beförderung nicht von der Verwendung des Fahrtenschreibers befreit ist (*).	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 1; AETR, Artikel 12 Paragraph 2 des Anhangs;	2.640
7.	Die Fahrerkarte wurde ohne hinreichenden Grund vor Ende des Arbeitstages aus dem Fahrtenschreiber entfernt, während das Fahrzeug benutzt wurde (*).	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 1; AETR, Artikel 12 Paragraph 2 des Anhangs.	1.320
8.	Die Fahrerkarte wurde ohne hinreichenden Grund vor Ende des Arbeitstages aus dem Fahrtenschreiber entfernt, während das Fahrzeug nicht in Fahrt war (*).	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 1; AETR, Artikel 12 Paragraph 2 des Anhangs.	110
	<b>Betrug</b>		
9.	Der Fahrer hat die Fahrerkarte betrügerisch verwendet, z. B.: durch die Verwendung oder den Besitz einer Karte, deren Inhaber eine andere Person ist; durch abwechselnde Verwendung von zwei oder mehr Karten, die verschiedenen Fahrern zugewiesen wurden, unabhängig davon, ob er der Karteninhaber ist oder nicht; durch Verwendung einer als gestohlen oder verloren gemeldeten Karte; durch abwechselnde Verwendung von mehreren Karten, deren Inhaber er ist; durch Verwendung einer gefälschten oder falschen Karte oder einer Karte, deren aufgezeichnete Daten unzugänglich gemacht oder vernichtet wurden.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 27, 29, 32, 33, 34, 35, 36 und 37; AETR, Artikel 11 Paragraph 4 und Artikel 12 Paragraph 8 des Anhangs.	5.280
10.	Der Fahrer weigert sich, die Fahrerkarte zur Kontrolle vorzulegen.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 36 und 38; AETR, Artikel 12 Paragraph 7 des Anhangs.	5.280

(\* ) Die Verstöße gelten nur, wenn der Fahrer zum Zeitpunkt der Kontrolle ein Fahrzeug mit digitalem Fahrtenschreiber fährt.

## c) Ausdrucken der vom digitalen Fahrtenschreiber aufgezeichneten Daten

	Verstoß	Rechtsvorschriften	Zu zahlender Geldbetrag (EUR)
	<b>Allgemein</b>		
1.	Bei Beschädigung oder Fehlfunktion der Fahrerkarte oder wenn der Fahrer nicht im Besitz der Fahrerkarte ist (nach Diebstahl oder Verlust), kann der Fahrer keinen Ausdruck der vom digitalen Fahrtenschreiber aufgezeichneten Daten vorlegen und/oder der Fahrer hat es versäumt, auf dem vorgelegten Ausdruck die nicht vom Fahrtenschreiber aufgezeichneten Informationen, seinen Namen und die Nummer seines Führerscheins oder seiner Fahrerkarte (wenn eine Identifizierung des Fahrers nicht möglich ist) zu vermerken.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 29 und 35; AETR, Artikel 13 Paragraphen 2 und 3.	1.320
2.	Die vom digitalen Fahrtenschreiber ausgedruckten Daten sind durch Nachlässigkeit oder mangelnde Sorgfalt des Fahrers unlesbar geworden.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 29 und 35; AETR, Artikel 13 Paragraphen 2 und 3.	1.320
3.	Es ist nicht genug Papier vorhanden, um die Daten für den Kontrollzeitraum des aktuellen Tages und der vorherigen 28 Tage auszudrucken.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 33 Absatz 1; AETR, Artikel 11 Paragraph 1;	55
	<b>Betrug</b>		
4.	Die vom digitalen Fahrtenschreiber ausgedruckten Daten werden verfälscht, gelöscht oder vernichtet.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 32 Absatz 3; AETR, Artikel 12 Paragraph 8 des Anhangs.	5.280
5.	Der Fahrer weigert sich, den Ausdruck der vom digitalen Fahrtenschreiber aufgezeichneten Daten zur Kontrolle vorzulegen.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 36; AETR, Artikel 12 Paragraph 7 des Anhangs.	5.280

## d) Schaublatt

	Verstoß	Rechtsvorschriften	Zu zahlender Geldbetrag (EUR)
	<b>Darstellung von Schaublättern</b>		
1.	Der Fahrer ist nicht in der Lage, ein oder mehrere Schaublätter (oder Ad-hoc-Blätter) zur Kontrolle vorzulegen.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 34 Absatz 1 und Artikel 36 Absätze 1 und 2; AETR, Artikel 12, Paragraphen 1 und 7 des Anhangs.	1.320
	<b>Verwendung</b>		
2.	Ein oder mehrere verwendete Schaublätter entsprechen nicht dem vorgeschriebenen Muster und/oder sind nicht für die Verwendung in dem im Fahrzeug eingebauten Fahrtenschreiber geeignet, so dass keine relevanten Daten aufgezeichnet werden.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 1; AETR, Artikel 11, Paragraph 1.	2.640
3.	Ein oder mehrere Schaublätter sind unleserlich und/oder können nicht kontrolliert werden, weil sie verschmutzt und/oder beschädigt sind und nicht mit dem Reserveblatt versehen sind.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 2; AETR, Artikel 12, Paragraph 1.	2.640
4.	Ein oder mehrere Schaublätter wurden ohne hinreichenden Grund vor dem Ende des Arbeitstages aus dem Fahrtenschreiber entfernt und/oder der Fahrtenschreiber wurde vor dem Ende des Arbeitstages geöffnet (außer in Fall d5).	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 1; AETR, Artikel 12, Paragraph 2.	2.640
5.	Ein oder mehrere Schaublätter wurden ohne hinreichenden Grund vor dem Ende des Arbeitstages aus dem Fahrtenschreiber entfernt und/oder der Fahrtenschreiber wurde vor dem Ende des Arbeitstages geöffnet, die Kontrolle der Lenk- und Ruhezeiten ist jedoch weiterhin möglich.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 1; AETR, Artikel 12, Paragraph 2.	110

6.	Der Fahrer achtet nicht auf die strikte Einhaltung der Rechtsvorschriften.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 32 Absatz 1; AETR, Artikel 10 des Anhangs.	110
7.	Der Fahrer hat mehr als ein Schaublatt pro Arbeitstag verwendet, es sei denn, dies ist bei einem Fahrzeugwechsel erforderlich, um sicherzustellen, dass das Schaublatt dem vorgeschriebenen Muster entspricht und für die Verwendung in dem im Fahrzeug eingebauten Fahrtenschreiber geeignet ist.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 1; AETR, Artikel 12 Paragraph 2 des Anhangs.	1.320
8.	Der Fahrer hat ein oder mehrere Schaublätter länger als 24 Stunden im Fahrtenschreiber belassen, so dass die Linie der Lenkzeiten überschrieben wird und eine Kontrolle unmöglich ist.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 1; AETR, Artikel 12 Paragraph 2 des Anhangs.	1.320
9.	Der Fahrer hat die Zeitgruppen nicht auf einem oder mehreren Schaublättern aufgezeichnet, als er sich vom Fahrzeug entfernt hat, und er kann keine Tätigkeitsnachweise vorlegen.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 3; AETR, Artikel 12, Paragraph 2 des Anhangs;	1.320
10.	Die Zeitangabe auf den Schaublättern stimmt nicht mit der gesetzlichen Zeit des Landes überein, in dem das Fahrzeug zugelassen ist.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 34 Absatz 5 Buchstabe a; AETR, Artikel 12 Paragraph 3 des Anhangs.	1.320
11.	Der Fahrer hat es versäumt, eine oder mehrere der folgenden Angaben auf einem oder mehreren Schaublättern zu vermerken: seinen Vor- und Nachnamen (sofern seine Identifizierung aufgrund des gemeinsam mit dem Führerschein und dem Personalausweis gelesenen Schaublatts nicht möglich ist); das Datum des Beginns der Verwendung des Schaublatts; die Zulassungsnummer des Fahrzeugs.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 6; AETR, Artikel 12 Paragraph 5 des Anhangs.	1.320
12.	Der Fahrer hat es versäumt, eine oder mehrere der folgenden Angaben auf einem oder mehreren Schaublättern zu vermerken: das Datum am Ende der Verwendung des Schaublatts; den Stand des Kilometerzählers zu Beginn der ersten Fahrt und am Ende der letzten Fahrt sowie bei einem eventuellen Fahrzeugwechsel; gegebenenfalls die Anfangszeit des Fahrzeugwechsels; den Ort zu Beginn und am Ende der Verwendung des Blatts.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 34 Absatz 6; AETR, Artikel 12 Paragraph 5 des Anhangs.	110
13.	Der Fahrer hat das Schaublatt oder das Ad-hoc-Blatt (zur Verwendung während der Zeit, in der der Fahrtenschreiber nicht funktioniert oder Störungen aufweist) nicht vorschriftsmäßig erstellt: die Angaben zu den Zeitgruppen und/oder der Name und/oder die Führerscheinnummer des Fahrers wurden nicht eingetragen, so dass seine Identifizierung nicht möglich ist (mit Ausnahme des Falls d14).	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 37 Absatz 2; AETR, Artikel 13 Paragraph 2 des Anhangs.	1.320
14.	Der Fahrer hat das Schaublatt oder das Ad-hoc-Blatt (zur Verwendung während der Zeit, in der der Fahrtenschreiber nicht funktioniert oder Störungen aufweist) nicht vorschriftsmäßig erstellt: der Name und/oder die Führerscheinnummer des Fahrers wurden nicht oder nur unvollständig angegeben, die Identifizierung des Fahrers ist jedoch weiterhin möglich.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Art. 37 Absatz 2; AETR, Artikel 13 Paragraph 2 des Anhangs.	110

	<b>Betrug</b>		
15.	Der Fahrer legt einen falschen Tätigkeitsnachweis vor.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 36; AETR, Artikel 12 Paragraf 7 des Anhangs.	5.280
16.	Daten auf einem oder mehreren Aufzeichnungsblättern wurden verfälscht, gelöscht oder vernichtet.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 32 Absatz 2; AETR, Artikel 12 Paragraf 8 des Anhangs.	5.280
17.	Der Fahrer weigert sich, ein oder mehrere Schaublätter (oder Ad-hoc-Blätter) zur Kontrolle vorzulegen.	Verordnung (EU) Nr. 165/2014, Artikel 34 Paragraf 1 und Artikel 36 Paragrafen 1 und 2; AETR, Artikel 12 Paragraf 7 des Anhangs.	5.280"

(1) Verordnung (EU) Nr. 165/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Februar 2014 über Fahrtschreiber im Straßenverkehr, zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 3821/85 des Rates über das Kontrollgerät im Straßenverkehr und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates zur Harmonisierung bestimmter Sozialvorschriften im Straßenverkehr;

(2) Europäisches Übereinkommen vom 1. Juli 1970 über die Arbeit des im internationalen Straßenverkehr beschäftigten Fahrpersonals

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2024 über die auf der Straße durchgeführten Kontrollen und die auf dem Betriebsgelände von Unternehmen durchgeführten Kontrollen für alle Kategorien von Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr bezüglich der sozialen Rechtsvorschriften im Bereich der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen, beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Oktober 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl  
A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden  
F. DESQUESNES

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/011433]

**24 OKTOBER 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende wegcontroles en controles ter plaatse bij ondernemingen van alle vervoerscategorieën inzake voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2006, en artikel 3, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999;

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, artikel 1, laatst gewijzigd bij de wet van 31 juli 2020 en artikel 3, gewijzigd bij de wet van 9 maart 2014;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, artikel 4, artikel 15, § 6, laatst gewijzigd bij het decreet van 18 mei 2022, artikel 24, § 1, en artikel 41; § 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van inbreuken inzake het vervoer over de weg;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2007 houdende omzetting van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 inzake minimumvoorwaarden voor de uitvoering van de Verordeningen (EEG) nr. 3820/85 en (EEG) nr. 3821/85 van de Raad betreffende voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer en tot intrekking van Richtlijn 88/599/EEG van de Raad;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn;

Gelet op het advies van de Adviescommissie "Administratie-Industrie" gegeven op 15 januari 2024;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië), gegeven op 24 juli 2024;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 22 mei 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, uitgebracht op 30 mei 2024;

Gelet op het rapport van 10 januari 2024, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 80/2024 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 23 augustus 2024;

Gelet op advies 76.667/4 van de Raad van State, gegeven op 1 februari 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit:

#### HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*

**Artikel 1.** Bij dit besluit worden de volgende richtlijnen gedeeltelijk omgezet:

1° Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 inzake minimumvoorwaarden voor de uitvoering van de Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014 en Richtlijn 2002/15/EG van de Raad betreffende voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer en tot intrekking van Richtlijn 88/599/EEG van de Raad;

2° Richtlijn (EU) 2020/1057 van het Europees Parlement en de Raad van 15 juli 2020 tot vaststelling van specifieke regels met betrekking tot Richtlijn 96/71/EG en Richtlijn 2014/67/EU wat betreft de detachering van bestuurders in de wegvervoersector en tot wijziging van Richtlijn 2006/22/EG wat betreft de handhaving voorschriften en Verordening (EU) nr. 1024/2012.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Verordening (EG) nr. 561/2006: Verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 3821/85 en (EG) nr. 2135/98 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad;

2° Verordening (EU) nr. 165/2014: Verordening (EU) nr. 165/2014 van het Europees Parlement en van de Raad van 4 februari 2014 betreffende tachografen in het wegvervoer, tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 3821/85 van de Raad betreffende het controleapparaat in het wegvervoer en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees Parlement en de Raad tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer;

3° verwerkingsverantwoordelijke: de verwerkingsverantwoordelijke zoals bedoeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

4° bevoegde personeelsleden: de personeelsleden zoals bedoeld in artikel 14 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboeten inzake verkeersveiligheid;

5° N3-voertuigen: de voertuigen zoals bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

6° M3-voertuigen: de voertuigen zoals bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

7° de administratie: de dienst van de Waalse Overheidsdienst die verantwoordelijk is voor wegcontroles of controles ter plaatse bij ondernemingen;

8° de directie: de directie Regulering van het Vervoer over de weg van de Waalse Overheidsdienst.

#### HOOFDSTUK 2. — *Controles*

##### *Afdeling 1. — Algemeenheden*

**Art. 3.** Er wordt een systeem van adequate en regelmatige controles op de juiste en samenhangende toepassing van de Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014 georganiseerd, zowel langs de weg als ter plaatse bij ondernemingen van alle vervoerscategorieën.

Ieder jaar bestrijken deze controles een breed en representatief staal van de mobiele werknemers, bestuurders, ondernemingen en voertuigen die binnen het toepassingsgebied van de Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014 vallen.

**Art. 4.** § 1. Onverminderd de bevoegdheid van andere personen, voeren de bevoegde personeelsleden de wegcontroles bedoeld in artikel 3, eerste lid, uit en controleren de naleving van de bepalingen van dit besluit.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheid van andere personen, voert de directie controles uit ter plaatse bij de ondernemingen bedoeld in artikel 3, eerste lid, en ziet het toe op de naleving van de bepalingen van dit besluit.

Controles ter plaatse bij de ondernemingen bedoeld in het eerste lid worden uitgevoerd door statutaire personeelsleden of contractuele personeelsleden die de hoedanigheid hebben van officier van gerechtelijke politie en die daartoe door de Regering zijn aangesteld.

**Art. 5.** De statistische gegevens die tijdens de in artikel 3, eerste lid, bedoelde controles worden verzameld, worden in de volgende categorieën ingedeeld:

1° voor wegcontroles:

- a) het soort weg, namelijk een snelweg, een gewestweg of een andere openbare weg gebruikt voor landverkeer;
- b) het land van inschrijving van het gecontroleerde voertuig;
- c) het type tachograaf, namelijk analoog of digitaal;

2° voor de controles ter plaatse bij de onderneming:

- a) het soort vervoersactiviteit, namelijk of het internationaal of binnenlands vervoer, personen- of goederenvervoer, vervoer voor eigen rekening of voor rekening van derden is;
- b) de grootte van het bedrijfswagenpark;
- c) het type tachograaf, namelijk analoog of digitaal.



*Afdeling 2. — Wegcontroles*

**Art. 6.** De wegcontroles worden op verschillende plaatsen en op wisselende tijdstippen georganiseerd, waarbij een voldoende uitgebreid gedeelte van het wegennet wordt bestreken om de mogelijkheid om controleposten te vermijden te bemoedigen.

De wegcontroles worden uitgevoerd volgens een systeem van willekeurigheid, met inachtneming van een passend geografisch evenwicht.

**Art. 7.** Onverminderd artikel 15, vierde lid, worden wegcontroles zonder discriminatie uitgevoerd. Bevoegde personeelsleden mogen niet discrimineren op een van de volgende gronden:

- 1° het land waar het voertuig ingeschreven is;
- 2° het land waar de bestuurder zijn verblijfplaats heeft;
- 3° het land waar de onderneming gevestigd is;
- 4° het vertrekpunt en de bestemming van de rit;
- 5° het type tachograaf, namelijk analoog of digitaal.

**Art. 8.** Tijdens de wegcontroles, worden de volgende elementen gecontroleerd:

1° de registratiebladen van de voorgaande dagen en de gegevens die voor dezelfde periode worden opgeslagen op de bestuurderskaart, in het geheugen van het controleapparaat of op afdrucken;

2° voor de periode bedoeld in artikel 36, § 1, punt *i*), en § 2, punt *ii*), van Verordening (EU) nr. 165/2014, elke mogelijke overschrijding van de toegestane snelheid van het voertuig;

3° in voorkomend geval, de momentane snelheden die door het controleapparaat gedurende ten hoogste de 24 afgelopen uren waarin het voertuig is gebruikt, geregistreerd zijn;

4° de correcte werking van het controleapparaat en de vaststelling van eventueel misbruik:

- a*) van het controleapparaat;
- b*) van de bestuurderskaart;
- c*) van de registratiebladen;

5° in voorkomend geval, en met inachtneming van de veiligheid, een controle van de registratieapparatuur die in de voertuigen is geïnstalleerd, om na te gaan of toestellen geïnstalleerd zijn of gebruikt worden die tot doel hebben gegevens te vernietigen, te manipuleren of te wijzigen, om de registratie ervan te verhinderen of om op enigerlei wijze de uitwisseling van elektronische gegevens tussen de onderdelen van het controleapparaat te verstoren, of om de gegevens voorafgaand aan de codering op een van deze wijzen te belemmeren of te wijzigen.

Met betrekking tot 1° moeten de bladen zich aan boord van het voertuig bevinden overeenkomstig artikel 36, § 1, punt *i*), en § 2, *iii*), van Verordening (EU) nr. 165/2014.

Met betrekking tot 2° wordt elke overschrijding van de toegestane maximumsnelheid vastgesteld als elke periode van meer dan één minuut waarin de snelheid van het voertuig hoger ligt dan 90 km/u voor voertuigen van categorie N3 en 105 km/u voor voertuigen van categorie M3.

Als de situatie dat vereist, kunnen de controles specifiek gericht zijn op een van de punten die in het eerste lid zijn opgesomd.

**Art. 9.** Terwijl hij voldoet aan zijn verplichtingen om te zorgen voor het correcte gebruik van de tachograaf, kan de bestuurder tijdens de wegcontrole contact opnemen met een andere persoon of entiteit opdat die voor het einde van de wegcontrole de bewijzen kan verstrekken die in het voertuig ontbreken.

*Afdeling 3. — Controles ter plaatse bij ondernemingen*

**Art. 10.** Controles ter plaatse bij ondernemingen, georganiseerd door de directie bedoeld in artikel 2, 8°, van dit besluit, worden uitgevoerd in het licht van de ervaringen die in het verleden met de verschillende soorten van vervoer en van ondernemingen zijn opgedaan.

Er worden ook controles uitgevoerd als er bij wegcontroles ernstige inbreuken zijn vastgesteld op Verordening (EG) nr. 561/2006 of Verordening (EU) nr. 165/2014.

**Art. 11.** Tijdens de controles ter plaatse bij ondernemingen worden al de volgende elementen gecontroleerd:

- 1° de elementen bedoeld in artikel 8, eerste lid;
- 2° de registratiebladen;
- 3° de gegevens en afdrucken;
- 4° de bestuurderskaart;
- 5° de gegevens van het voertuig.

**Art. 12.** Als een inbreuk op Verordening (EU) nr. 165/2014 wordt vastgesteld, kunnen de personeelsleden van de directie, in voorkomend geval, de medeaansprakelijkheid van andere aanstichters of medeplichtigen in de transportketen onderzoeken, zoals verladers, expediteurs of aannemers, en nagaan of de contracten voor het verlenen van vervoersdiensten verenigbaar zijn met Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014.

**Art. 13.** Controles die de personeelsleden bedoeld in artikel 4 op hun eigen kantoor verrichten op basis van de documenten en de gegevens die de ondernemingen hebben bezorgd op verzoek van de bevoegde personen, worden gelijkgesteld aan controles ter plaatse bij de ondernemingen.

**Art. 14.** De personeelsleden bedoeld in artikel 4 houden bij de controle rekening met informatie die door de contactinstelling van een andere lidstaat wordt verstrekt over de activiteiten van de betrokken onderneming in die andere Lidstaat.

De contactinstelling is de in artikel 7, § 1, van Richtlijn 2006/22/EG bedoelde instelling.



*Afdeling 4. — Risicoclassificatiesysteem*

**Art. 15.** De administratie zorgt ervoor dat de informatie over het aantal en de ernst van de inbreuken op verordening (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014 die een individuele onderneming heeft gepleegd, ingevoerd wordt in het risicoclassificatiesysteem dat opgezet is krachtens artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 mei 2007 houdende omzetting van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 inzake minimumvoorwaarden voor de uitvoering van de Verordeningen (EEG) nr. 3820/85 en (EEG) nr. 3821/85 van de Raad betreffende voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer en tot intrekking van Richtlijn 88/599/EEG van de Raad.

De inbreuken bedoeld in het eerste lid en de weging van de ernst ervan zijn opgenomen in bijlage 1.

Voor de berekening van het risicocijfer van een onderneming wordt gebruik gemaakt van de formule vermeld in uitvoeringsverordening (EU) 2022/695 van de Commissie van 2 mei 2022 tot vaststelling van regels voor de toepassing van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de gemeenschappelijke formule voor de berekening van de risicoclassificatie van vervoersondernemingen.

Op basis van de informatie bedoeld in het eerste lid, worden ondernemingen met een hoog risicocijfer nauwlettender en vaker gecontroleerd.

*HOOFDSTUK 3. — Gegevensverwerking*

**Art. 16.** § 1. Het Waals Gewest, Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur, vertegenwoordigd door zijn Directeur-generaal, is de verantwoordelijke voor de verwerking van de gegevens bedoeld in paragraaf 3.

§ 2. De volgende gegevens worden verwerkt en bewaard door de verantwoordelijke voor de verwerking:

1° voor de controle ter plaatse bij de onderneming:

a) het proces-verbaal bedoeld in:

(1) artikel 3, § 1, derde lid, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

(2) artikel 3, § 1, tweede lid, van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg;

b) het bewijs van de verzending aan de overtreder van een afschrift van het proces-verbaal bedoeld in:

a) artikel 3, § 1, vierde lid, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

(2) artikel 3, § 1, tweede lid, van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg;

2° voor de wegcontrole:

a) het proces-verbaal bedoeld in artikel 15, § 1, van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid;

b) het bewijs van de verzending aan de overtreder van een afschrift van het proces-verbaal bedoeld in artikel 15, § 3, 2°, b) van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid;

§ 3. De gegevens bedoeld in paragraaf 2 worden opgenomen in het centrale bestand dat wordt aangelegd overeenkomstig artikel 41 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid.

§ 4. De gegevens bedoeld in paragraaf 2 worden verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° het toezicht op de naleving van verordening (EG) nr. 561/2006, verordening (EU) nr. 165/2014 en dit besluit;

2° de opmaak van algemene en naamloze statistieken om de beleidsmaatregel te onderzoeken en te evalueren.

De gegevens die verzameld en verwerkt worden voor de doeleinden bedoeld in het eerste lid 1, 2°, worden geanonimiseerd.

§ 5. De gegevens bedoeld in paragraaf 2 worden vijf jaar na het verval van de strafvordering bijgehouden.

*HOOFDSTUK 4. — Wijzigingsbepalingen*

*Afdeling 1. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn*

**Art. 17.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn, worden de woorden „, zoals gewijzigd bij gedelegeerde Richtlijn (EU) 2021/1716 van de Commissie van 29 juni 2021 tot wijziging van Richtlijn 2014/47/EU van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot wijzigingen in de benamingen van voertuigcategorieën ten gevolge van wijzigingen in de wetgeving inzake typegoedkeuring.” toegevoegd na de woorden “Richtlijn 2000/30/EG”.

**Art. 18.** Artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met de punten 36°, 37°, 38°, 39° en 40°, luidend als volgt:

“36° Verordening (EU) nr. 165/2014: Verordening (EU) nr. 165/2014 van het Europees Parlement en van de Raad van 4 februari 2014 betreffende tachografen in het wegvervoer, tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 3821/85 van de Raad betreffende het controleapparaat in het wegvervoer en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees Parlement en de Raad tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer;

37° de tachograaf of controleapparaat: de tachograaf of controleapparaat in de zin van artikel 2, § 2, a), van Verordening (EU) nr. 165/2014;

38° de bestuurderskaart: de bestuurderskaart in de zin van artikel 2, § 2, f), van Verordening (EU) nr. 165/2014;

39° het registratieblad: het registratieblad in de zin van artikel 2, § 2, e), van Verordening (EU) nr. 165/2014;

40° A.E.T.R.: de Europese Overeenkomst nopens de arbeidsvoorwaarden voor de bemanningen van motorrijtuigen in het internationale vervoer over de weg (A.E.T.R.), ondertekend te Genève op 1 juli 1970. ”.

**Art. 19.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

“De bevoegde personeelsleden zijn ook verantwoordelijk voor de controle van tachografen die zijn geïnstalleerd en gebruikt op voertuigen die worden gebruikt voor goederen- of personenvervoer over de weg waarop Verordening (EG) nr. 561/2006 van toepassing is.”;

2° in § 2, wordt 2° aangevuld met de punten *d*) en *e*), luidend als volgt:

*d*) dat het voertuig wordt bestuurd zonder te zijn uitgerust met een tachograaf of controleapparaat in de zin van artikel 2, § 2, *a*), van Verordening (EU) nr. 165/2014, terwijl het voertuig of het transport niet vrijgesteld is van het gebruik van de tachograaf;

*e*) het voertuig wordt bestuurd met een tachograaf die niet voldoet aan de verplichtingen en vereisten van Verordening (EU) nr. 165/2014, de “A.E.T.R.” of dit besluit.”.

**Art. 20.** In afdeling 3 van hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het opschrift van dezelfde afdeling 3, worden de woorden “en van de tachograaf” toegevoegd na de woorden “langs de weg”;

2° in dezelfde afdeling 3, worden de artikelen 9/1 en 9/2 ingevoegd en luidend als volgt:

“Art. 9/1. De tachograaf wordt gecontroleerd op:

1° de controle van de installatie, het gebruik en de overeenstemming van de tachografen met de verplichtingen en voorschriften bedoeld bij Verordening (EU) nr. 165/2014, de AETR en dit besluit;

2° de controle van de bestuurderskaart, afdrucken van geregistreerde gegevens en registratiebladen en hun overeenstemming met de verplichtingen en eisen van Verordening (EU) nr. 165/2014, de AETR en dit besluit.

Art. 9/2. § 1. De bestuurder:

1° mag het voertuig niet gebruiken als het niet is uitgerust met een tachograaf die voldoet aan de eisen van Verordening (EU) 165/2014 en de A.E.T.R., tenzij het voertuig is vrijgesteld van het gebruik van de tachograaf;

2° moet, vanaf het moment dat hij het voertuig in handen neemt, ervoor zorgen dat hij in het bezit is van een geldige bestuurderskaart, overeenkomstig de voorschriften van Verordening 165/2014 en de bijlage van de “A.E.T.R.”, behalve wanneer het voertuig vrijgesteld is van het gebruik van de tachograaf;

3° zorgt ervoor dat de bestuurderskaart wordt ingebracht in en verwijderd uit de tachograaf overeenkomstig de bepalingen van Verordening 165/2014 en de bijlage van de “A.E.T.R.”, behalve wanneer het voertuig vrijgesteld is van het gebruik van de tachograaf;

4° gebruikt de registratiebladen overeenkomstig de voorschriften van Verordening 165/2014 en de bijlage bij de “A.E.T.R.” tenzij het voertuig vrijgesteld is van het gebruik van de tachograaf.

§ 2. De vervoerder:

1° stelt een voertuig ter beschikking dat is uitgerust met een tachograaf die voldoet aan de eisen van Verordening (EU) 165/2014 van de “A.E.T.R.”, behalve wanneer het voertuig vrijgesteld is van het gebruik van de tachograaf

2° zorgt ervoor dat zijn bestuurders naar behoren zijn opgeleid en passende instructies hebben gekregen over de correcte werking van de tachograaf, behalve wanneer het voertuig vrijgesteld is van het gebruik van de tachograaf;

3° controleert regelmatig of zijn chauffeurs de tachografen correct gebruiken.

4° neemt geen maatregelen die zijn bestuurders rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen aanzetten tot misbruik of oneigenlijk gebruik van de tachograaf.”.

**Art. 21.** In artikel 19, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “bijlage 4” vervangen door de woorden “bijlage 3”.

**Art. 22.** In artikel 22, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “bijlage 4” vervangen door de woorden “bijlage 3”.

**Art. 23.** In artikel 24, tweede lid, 4°, van hetzelfde besluit worden de woorden “bijlage 4, punt 10” vervangen door de woorden “bijlage 3, punt 10”.

**Art. 24.** In artikel 25 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

“In afwijking van het eerste lid, 3°, *a*), worden de gebreken opgesomd in de punten 7.9, *a*), *c*), en *f*), van bijlage 1, en de inbreuken op de voorschriften van Verordening (EU) nr. 165/2014, en van de “A.E.T.R.”, evenals de bedragen van de administratieve boetes die daarop betrekking hebben, vastgesteld in bijlage 4.”;

2° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

De inbreuken bedoeld in het tweede lid, worden aan de betrokkenen toegerekend op basis van hun verplichtingen bedoeld in artikel 9/2.”.

**Art. 25.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 4 ingevoegd, die als bijlage 2 bij dit besluit is gevoegd.

*Afdeling 2.* — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg

**Art. 26.** In bijlage 1 van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2022, worden de punten *d*), *e*), *f*), *g*) en *h*) alsook de bijbehorende tabellen opgeheven wat betreft de bevoegdheden van het Waals Gewest.

HOOFDSTUK 5. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 27.** Het koninklijk besluit van 8 mei 2007 houdende omzetting van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 inzake minimumvoorwaarden voor de uitvoering van de Verordeningen (EEG) nr. 3820/85 en (EEG) nr. 3821/85 van de Raad betreffende voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer en tot intrekking van Richtlijn 88/599/EEG van de Raad wordt opgeheven.

**Art. 28.** De Minister die bevoegd is voor Mobiliteit, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 oktober 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,  
A. DOLIMONT

De Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuren, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,  
F. DESQUESNES

---

**Bijlage 1.**

**Lijst van inbreuken zoals bedoeld in artikel 15, tweede lid.**

Wettelijke basis	Type inbreuk	Ernstniveau			
		Ernstigste inbreuken	Zeer ernstige inbreuk	Ernstige inbreuk	Lichte inbreuk
Installatie van de tachograaf					
Artikel 3, § 1, en artikel 22, § 2, van Verordening nr. 165/2014	Geen typegekeurde tachograaf geïnstalleerd en in gebruik (bv.: tachograaf niet geïnstalleerd door installateur, werkplaats of voertuigfabrikant die door de bevoegde autoriteiten van de lidstaten is erkend, gebruik van een tachograaf zonder de nodige zegels of zegels niet vervangen door een erkende installateur, werkplaats of voertuigfabrikant, of gebruik van een tachograaf zonder installatieplaatje)	X			
Gebruik van de tachograaf, bestuurderskaart of registratieblad					
Artikel 23, § 1 van Verordening nr. 1306/2014	Gebruik van een tachograaf die niet door een erkende werkplaats is gecontroleerd		X		
Artikel 27 van Verordening nr. 165/2014	De bestuurder bezit/gebruikt meer dan één bestuurderskaart		X		
	Rijden met een vervalste bestuurderskaart (geldt als rijden zonder bestuurderskaart)	X			
	Rijden met de bestuurderskaart van een andere bestuurder (geldt als rijden zonder bestuurderskaart)	X			
	Rijden met een bestuurderskaart die is verkregen op grond van foute verklaringen en/of vervalste documenten (geldt als rijden zonder bestuurderskaart)	X			
Artikel 32, § 1 van Verordening nr. 165/2014	Tachograaf werkt niet correct (bv. tachograaf niet goed gecontroleerd, gekalibreerd en verzegeld)		X		
Artikel 32, § 1, en artikel 33, § 1, van Verordening nr. 251/2014	Tachograaf verkeerd gebruikt (bv. doelbewust of verplicht misbruik, ontbreken van instructies over correct gebruik enz.)		X		

Artikel 32, § 3 van Verordening nr. 165/2014	Gebruik van een frauduleus apparaat dat de geregistreeerde gegevens van de tachograaf kan wijzigen	X			
	Vervalsen, verbergen, schrappen of vernietigen van op de registratiebladen opgeslagen gegevens of van gegevens die zijn opgeslagen of gedownload van de tachograaf en/of bestuurderskaart	X			
Artikel 33, § 2 van Verordening nr. 165/2014	De onderneming houdt de registratiebladen, print-outs en gedownloade gegevens niet bij		X		
	Geregistreeerde en opgeslagen gegevens niet beschikbaar gedurende minstens een jaar		X		
Artikel 34, § 1 van Verordening nr. 165/2014	Incorrect gebruik van registratiebladen/bestuurderskaart		X		
	Niet-toegestane intrekking van registratiebladen of bestuurderskaart, met gevolgen voor de registratie van relevante gegevens		X		
	Het registratieblad of de bestuurderskaart is gebruikt gedurende een langere periode dan die waarvoor ze bestemd is, en er zijn gegevens verloren gegaan		X		
Artikel 34, § 2 van Verordening nr. 165/2014	Gebruik van vuile of beschadigde registratiebladen of bestuurderskaarten, met onleesbare gegevens		X		
Artikel 34, § 4 van Verordening nr. 165/2014	Het registratieblad of de bestuurderskaart is niet in het correcte slot gebruikt (meervoudige bemanning)			X	
Voorleggen van informatie					
Artikel 36 van Verordening nr. 165/2014	Controle weigeren		X		
Artikel 36 van Verordening nr. 165/2014	Niet in staat gegevens te verstrekken voor de lopende dag en de 28 vorige dagen		X		
	Bestuurder die een bestuurderskaart bezit, kan geen registratiegegevens van de bestuurderskaart voorleggen		X		
Artikel 36 van Verordening nr. 165/2014	Bestuurder kan geen manuele registratiegegevens en print-outs voorleggen die tijdens de lopende dag en de vorige 28 dagen zijn gemaakt		X		
Artikel 36 van Verordening nr. 165/2014	Bestuurder bezit een bestuurderskaart maar kan deze niet voorleggen		X		

Storingen					
Artikel 37, § 1, en artikel 22, § 1, van Verordening nr. 165/2014	Tachograaf niet hersteld door een erkende installateur of werkplaats		X		
Artikel 37, § 2 van Verordening nr. 165/2014	De bestuurder vermeldt niet alle vereiste informatie tijdens de tijdvakken die niet meer worden geregistreerd omdat de tachograaf onbruikbaar of defect is		X		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2024 betreffende wegcontroles en controles ter plaatse bij ondernemingen van alle vervoerscategorieën inzake voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn.

Namen, 24 oktober 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,  
A. DOLIMONT

De Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuren, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,  
F. DESQUESNES

## Bijlage 2.

"Bijlage 4. Administratieve boetes voor diverse inbreuken op de voorschriften van Verordening (EU) nr. 165/2014, de "AETR" en dit besluit

### a) Tachograaf

	Inbreuk	Regelgeving	Te innen bedrag (EUR)
	<b>Installatie en constructie van de tachograaf</b>		
1.	Er is geen tachograaf geïnstalleerd in het voertuig terwijl het voertuig of het vervoer niet is vrijgesteld van het gebruik van de tachograaf.	Verord. (EU) nr. 165/2104 (1), art. 3 ; AETR, art. 2 en 10.	2.640
2.	Er is een analoge tachograaf in het voertuig geïnstalleerd terwijl het voertuig uitgerust diende te zijn met een digitale tachograaf.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 3, paragraaf 4; AETR (2), art. 13, paragraaf 1.	1.320
3.	De tachograaf in het voertuig is niet conform de verplichtingen en voorschriften voorzien in de regelgeving met betrekking tot de constructie, de installatie, de werking of de herstelling, bijvoorbeeld: Installatie of herstelling door een niet-erkende installateur of werkplaats; afwezig of onregelmatige verzegelingen; afwezig of ongeldig installatieplaatje; herstelling niet gebeurd overeenkomstig de voorschriften; de tachograaf is uitgevallen of werkt gebrekkig; de tachograaf werd niet geijkt.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 1, 11, 22, 23 en 24; AETR, art. 10 en art. 9 van de bijlage.	1.320
4.	De gegevens op het installatieplaatje komen niet overeen met de feitelijke gegevens.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 1, 21, 22, en 23; AETR, art. 10.	1.320
	<b>Gebruik van de tachograaf</b>		
5.	De tachograaf in het voertuig wordt niet gebruikt terwijl het voertuig of het vervoer niet is vrijgesteld van het gebruik van de tachograaf.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 3; AETR, art. 2 en 10.	2.640
6.	De schakelorganen worden niet of onjuist gebruikt.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 5; AETR, art. 12, paragraaf 3 van de bijlage.	550
7.	De landcode is niet ingevoerd in de digitale tachograaf.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragrafen 5 en 7; AETR, art. 12, paragraaf 5 en 5bis van de bijlage.	550



8.	De bestuurder heeft de tijdgroepen niet handmatig ingevoerd terwijl hij van het voertuig afwezig was en kan geen verklaring van activiteiten voorleggen.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 3; AETR, art. 12, paragraaf 2 van de bijlage.	1.320
9.	Bij meervoudige bemanning: De registratie gebeurde op het verkeerde registratieblad (analoge tachograaf); De bestuurderskaarten zijn niet in de juiste lezer van de tachograaf gebracht (digitale tachograaf).	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 4; AETR, art. 12, paragraaf 2 van de bijlage.	1.320
<b>Fraude</b>			
10.	De tachograaf werd frauduleus gemanipuleerd via het verhinderen van een correcte registratie, via het wijzigen of wissen van gegevens in het geheugen, via het ontoegankelijk maken of vernietigen van geregistreerde gegevens of via de aanwezigheid van een voorziening met de intentie tot bovengenoemde inbreuken.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 3; AETR, art. 12, paragraaf 8 van de bijlage.	5.280
11	De bestuurder weigert de tachograaf te laten controleren.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 36, art. 36 en 38; AETR, art. 12, paragraaf 7 van de bijlage.	5.280

**b) Bestuurderskaart**

	Inbreuk	Regelgeving	Te innen bedrag (EUR)
<b>Geldigheidsduur</b>			
1.	De bestuurderskaart is niet geldig omdat de geldigheidsduur ervan verstreken is. (*).	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 26 en 27; AETR, art. 11, paragraaf 4 en 12, paragraaf 12 van de bijlage.	1.320
2.	De bestuurderskaart is niet geldig wegens defect of beschadiging en de vaststelling gebeurt méér dan 15 kalenderdagen (of later als dit noodzakelijk is om het voertuig naar het bedrijf terug te rijden) na het begin van de beschadiging of het defect.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 27 en 29; AETR, art. 13, paragraaf 3 van de bijlage.	1.320
3.	De bestuurder is titularis van een bestuurderskaart maar kan deze laatste niet overleggen wegens verlies of diefstal en de vaststelling gebeurt meer dan 15 kalenderdagen (of later als dit noodzakelijk is om het voertuig naar het bedrijf terug te rijden) na het verlies of de diefstal.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 29; AETR, art. 13, paragraaf 3 van de bijlage.	1.320
4.	De bestuurder is titularis van een bestuurderskaart maar kan deze laatste niet overleggen, noch een bewijs van aangifte van het verlies of de diefstal.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 29; AETR, art. 13, paragraaf 3 van de bijlage.	2.640
5.	De bestuurder is geen titularis van een bestuurderskaart terwijl het voertuig of het transport niet is vrijgesteld van het gebruik van de tachograaf.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 3, 32, 33 en 34; AETR, art. 2 en 10.	2.640
<b>Gebruik</b>			
6.	De bestuurderskaart is niet in de tachograaf ingebracht, terwijl het voertuig of het transport niet is vrijgesteld van het gebruik van de tachograaf (*).	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 1; AETR, art. 12, paragraaf 2 van de bijlage;	2.640
7.	De bestuurderskaart werd zonder geldige reden vóór het einde van de werkdag uit de tachograaf gehaald, terwijl het voertuig werd gebruikt (*).	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 1; AETR, art. 12, paragraaf 2 van de bijlage.	1.320
8.	De bestuurderskaart werd zonder geldige reden vóór het einde van de werkdag uit de tachograaf gehaald, terwijl het voertuig niet in beweging was (*).	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 1; AETR, art. 12, paragraaf 2 van de bijlage.	110

	<b>Fraude</b>		
9.	De bestuurder heeft de bestuurderskaart frauduleus gebruikt door, bijvoorbeeld: het gebruik of het bezit van een kaart waarvan een andere persoon titularis is; het beurtelings gebruik van twee of meerdere kaarten toegekend aan verschillende bestuurders, waarvan hij al dan niet houder is; het gebruik van een als verloren of gestolen gemelde kaart; het beurtelings gebruik van meerdere geldige kaarten waarvan hij houder is; het gebruik van een vervalste of valse kaart of van een kaart waarvan de geregistreerde gegevens ontoegankelijk gemaakt of vernietigd werden.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 27, 29, 32, 33, 34, 35, 36 en 37; AETR, art. 11, paragraaf 4 en 12, paragraaf 8 van de bijlage.	5.280
10	De bestuurder weigert de bestuurderskaart voor controle over te leggen.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 36 en 38; AETR, art. 12, paragraaf 7 van de bijlage.	5.280

(\*). Inbreuken zijn alleen van toepassing als de bestuurder op het moment van de controle, een voertuig bestuurt dat is uitgerust met een digitale tachograaf.

**c) Afdruk van de door de digitale tachograaf geregistreerde gegevens**

	Inbreuk	Regelgeving	Te innen bedrag (EUR)
	<b>Algemeen</b>		
1.	In de gevallen dat de bestuurderskaart beschadigd is, gebrekkig werkt of niet in het bezit van de bestuurder is/was (wegens verlies of diefstal) kan de bestuurder geen afdruk van de door de digitale tachograaf geregistreerde gegevens overleggen en/of heeft de bestuurder nagelaten op de overgelegde afdruk de niet-geregistreerde gegevens, zijn naam en het nummer van zijn rijbewijs of bestuurderskaart te vermelden (voor zover de identificatie van de bestuurder onmogelijk is).	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 29 en 35; AETR, art. 13, paragrafen 2 en 3.	1.320
2.	De door de digitale tachograaf afgedrukte gegevens zijn onleesbaar geworden ten gevolge van een onzorgvuldigheid of nalatigheid van de bestuurder.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 29 en 35; AETR, art. 13, paragrafen 2 en 3.	1.320
3.	Er is niet genoeg papier om de gegevens voor de controleperiode van de huidige dag en de vorige 28 dagen af te drukken.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 33, paragraaf 1; AETR, art. 11, paragraaf 1.	55
	<b>Fraude</b>		
4.	De gegevens die door de digitale tachograaf worden afgedrukt, worden vervalst, gewist of vernietigd.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 32, paragraaf 3; AETR, art. 12, paragraaf 8 van de bijlage.	5.280
5.	De bestuurder weigert de afdruk van de door de digitale tachograaf geregistreerde gegevens voor controle over te leggen.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 36; AETR, art. 12, paragraaf 7 van de bijlage.	5.280

**d) Registratiebladen**

	Inbreuk	Regelgeving	Te innen bedrag (EUR)
	<b>Voorleggen van de registratiebladen</b>		
1.	De bestuurder is niet in staat om een of meer registratiebladen (of ad-hocbladen) over te leggen voor controle.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 1, en art. 36, paragrafen 1 en 2; AETR, art. 12, paragrafen 1 en 7 van de bijlage.	1.320
	<b>Gebruik</b>		
2.	Eén of meer van de gebruikte registratiebladen hebben niet het goedgekeurde model en/of zijn niet geschikt voor gebruik in het in het voertuig geïnstalleerde tachograaf, waardoor er geen relevante gegevens werden geregistreerd.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 1; AETR, art. 11, paragraaf 1.	2.640

3.	Eén of meer van de registratiebladen zijn tengevolge van bevuling en/of beschadiging onleesbaar en/of oncontroleerbaar en zijn niet vergezeld van een reserveblad.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 2; AETR, art. 12, paragraaf 1.	2.640
4.	Eén of meer van de registratiebladen werden zonder geldige reden vóór het einde van de werkdag uit de tachograaf gehaald en/of die laatste werd vóór het einde van de werkdag geopend (met uitzondering van geval d5).	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 1; AETR, art. 12, paragraaf 2.	2.640
5.	Eén of meer van de registratiebladen werden zonder geldige reden vóór het einde van de werkdag uit de tachograaf gehaald en/of die laatste werd vóór het einde van de werkdag geopend, maar de controle op de rij- en rusttijden komt niet in het gedrang.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 1; AETR, art. 12, paragraaf 2.	110
6.	De bestuurder ziet niet toe op de juiste toepassing van de reglementering.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 32, paragraaf 1; AETR, art. 10 van de bijlage.	110
7.	De bestuurder heeft meer dan één registratieblad per werkdag gebruikt tenzij dit bij wisseling van voertuig noodzakelijk is opdat het registratieblad het goedgekeurde model heeft dat geschikt is voor gebruik in de tachograaf die in het voertuig is geïnstalleerd.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 1; AETR, art. 12, paragraaf 2 van de bijlage.	1.320
8.	De bestuurder heeft één of meer van de registratiebladen langer dan 24 uren in de tachograaf gelaten waardoor de rijtijdlijn overschreven is met rijtijd met als gevolg dat de controle onmogelijk wordt.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 1; AETR, art. 12, paragraaf 2 van de bijlage.	1.320
9.	De bestuurder heeft de tijdgroepen niet op één of meer van de registratiebladen geregistreerd terwijl hij van het voertuig verwijderd was en kan geen verklaring van activiteiten voorleggen.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 3; AETR, art. 12, paragraaf 2 van de bijlage;	1.320
10.	De tijdsaanduiding op de registratiebladen komt niet overeen met de wettelijke tijd in het land waar het voertuig ingeschreven is.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 5, a); AETR, art. 12, paragraaf 3 van de bijlage.	1.320
11.	De bestuurder heeft nagelaten één of meerdere van de volgende gegevens op één of meer van de registratiebladen aan te brengen: naam en voornaam van de bestuurder (voor zover identificatie van de bestuurder op basis van het registratieblad in samenlezing met het rijbewijs en het identiteitsbewijs onmogelijk is); datum van begin van gebruik van het registratieblad; nummer van de kentekenplaat van het voertuig.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 6; AETR, art. 12, paragraaf 5 van de bijlage.	1.320
12.	De bestuurder heeft nagelaten één of meerdere van de volgende gegevens op één of meer van de registratiebladen aan te brengen: datum van einde van gebruik van het registratieblad; kilometerstanden bij het begin van de eerste rit, aan het einde van de laatste rit en bij een eventuele wisseling van voertuig; tijdstip van wisseling van voertuig, indien van toepassing; plaats op het begin en einde van gebruik van het registratieblad.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 6; AETR, art. 12, paragraaf 5 van de bijlage.	110
13.	De bestuurder heeft het registratieblad of het ad-hocblad (te gebruiken gedurende de tijd dat de tachograaf niet of gebrekkig werkt) niet overeenkomstig de voorschriften opgemaakt: de gegevens betreffende de tijdgroepen en/of de naam en/of het nummer van het rijbewijs van de bestuurder werden niet vermeld zodat zijn identificatie niet mogelijk is (met uitzondering van geval d14).	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 37, paragraaf 2; AETR, art. 13, paragraaf 2 van de bijlage.	1.320

14.	De bestuurder heeft het registratieblad of het ad-hocblad (te gebruiken gedurende de tijd dat de tachograaf niet of gebrekkig werkt) niet overeenkomstig de voorschriften opgemaakt: de naam en/of het nummer van het rijbewijs van de bestuurder werden niet of onvolledig vermeld maar identificatie van de bestuurder blijft mogelijk.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 37, paragraaf 2; AETR, art. 13, paragraaf 2 van de bijlage.	110
	<b>Fraude</b>		
15.	De bestuurder legt een valse verklaring van activiteiten voor.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 36; AETR, art. 12, paragraaf 7 van de bijlage.	5.280
16.	Gegevens op één of meer van de registratiebladen werden vervalst, gewist of vernietigd.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 32, paragraaf 2; AETR, art. 12, paragraaf 8 van de bijlage.	5.280
17.	De bestuurder weigert één of meer van de registratiebladen (of ad-hocbladen) over te leggen voor controle.	Verord. (EU) nr. 165/2104, art. 34, paragraaf 1, en art. 36, paragrafen 1 en 2; AETR, art. 12, paragraaf 7 van de bijlage.	5.280.

(1) Verordening (EU) nr. 165/2014 van het Europees Parlement en van de Raad van 4 februari 2014 betreffende tachografen in het wegvervoer, tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 3821/85 van de Raad betreffende het controleapparaat in het wegvervoer en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees Parlement en de Raad tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer;

(2) Europese Overeenkomst van 1 juli 1970 nopens de arbeidsvoorwaarden voor de bemanningen van motorrijtuigen in het internationale vervoer over de weg”.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2024 betreffende wegcontroles en controles ter plaatse bij ondernemingen van alle vervoerscategorieën inzake voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn.

Namen, 24 oktober 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,  
A. DOLIMONT

De Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuren, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,  
F. DESQUESNES

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2024/011582]

**28 NOVEMBRE 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon arrêtant le calendrier des opérations électorales en vue du renouvellement intégral du conseil communal de Celles**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L4146-23/13 ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 2024 pris en exécution de l'article L4142-27 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et interdisant pour les élections provinciales et communales du 13 octobre 2024 l'utilisation de certains sigles ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 2024 du Ministre des Pouvoirs locaux, prise en exécution de l'article L4142-28, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et relatif aux numéros d'ordre attribués aux affiliations de listes avec mention de leurs sigles ;

Vu la décision du Conseil des élections locales du 25 novembre 2024, annulant les élections du 13 octobre 2024 de la commune de Celles ;

Considérant qu'il incombe au Gouvernement de fixer le calendrier des opérations électorales,

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La notification au conseil communal de la décision Conseil des élections locales étant intervenue le 26 novembre 2024, l'élection pour le renouvellement intégral du conseil communal de Celles se tiendra le dimanche 12 janvier 2024.

**Art. 2.** Les montants maximaux autorisés de dépenses électorales pour les listes et pour les candidats seront fixés par la Ministre des Pouvoirs locaux dès communication par le Registre national du nombre d'électeurs à la date du 26 novembre 2024.